

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1881

18 juillet 2014

### SOMMAIRE

Albagama S.A. ....	90252	Tax & Consulting Services .....	90249
Alma Group SA .....	90249	Technology of Modern Buildings S.A. ....	90249
Atento Floatco S.A. ....	90287	Temco Euroclean Luxembourg .....	90249
Atento S.A. ....	90287	Temps d'Or .....	90247
Ebuzzing .....	90252	Terelux S.A. ....	90247
Rolux S.A. ....	90242	TES Global Investments S.à r.l. ....	90250
Sabores S.à r.l. ....	90243	T.F. Investissements S.A. ....	90246
Sabores S.à r.l. ....	90243	Thaic S.A. ....	90250
Saint Martin Inc. S.A. ....	90244	Tharc S.A. ....	90250
Samsonite International S.A. ....	90244	Thes International S.A. ....	90247
Sargas S.à r.l. ....	90244	Thierry Linster & Ivan Stupar Architectes, S.à r.l. ....	90252
SCD Balaton Holding S.A. ....	90244	Topsys S.à r.l. ....	90251
SCD Balaton Holding S.A. ....	90245	Tousaciers S.A. ....	90250
Selene Patrimoine .....	90244	Trading and Investment Company S.à r.l. .....	90251
Smart Private Managers (Luxembourg) S.A. ....	90242	Transportation Holding S.A. ....	90251
Société de Réassurance Vallaroché .....	90245	Trapeze ITS Luxembourg .....	90247
Société Industrielle et Commerciale Brasi- lo-Luxembourgeoise .....	90242	Trinidad Drilling International Luxem- bourg S.à r.l. ....	90248
Solvi Investments .....	90245	Triple Aart S.A. SPF .....	90288
Sparinvest Holdings SE .....	90243	Triton Luxembourg GP Saltri II S.C.A. ....	90248
Spectrum 360 .....	90245	TSM Services (Luxembourg) S.à r.l. ....	90251
Step .....	90242	Turret Lux Participation S.à r.l. ....	90248
Stratcom S.à r.l. ....	90246	UI Invest S.à r.l. ....	90249
Stratcom S.à r.l. ....	90246	Union International Consulting S.à r.l. ...	90250
Suedalux S.A.H. ....	90246	Victoria Capital Holdings S.A. ....	90248
Superfund Sicav .....	90243	Vie Privée Rue Wilson .....	90252
Surassur .....	90245	Western Union Financial Services (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	90251
Swedbank Asset Management S.A. ....	90246	XDA .....	90252
Sword Investments II S.à r.l. ....	90243		
T.A.B S.à r.l. ....	90247		
TAK S. à r.l. ....	90248		

**Smart Private Managers (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 124.966.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Smart Private Managers (Luxembourg) S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2014067019/13.

(140078110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Société Industrielle et Commerciale Brasilo-Luxembourgeoise, Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 6.368.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2014067020/12.

(140077424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Step, Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 122.602.

*Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 Mai 2014*

- Monsieur Luca Gallinelli a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet au 9 avril 2014;
- Monsieur Nicolas Gérard, né le 20 avril 1981 à Libramont, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de la Société, avec effet au 9 avril 2014 et pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067024/13.

(140078106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Rolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3211 Bettembourg, 80, rue d'Abweiler.  
R.C.S. Luxembourg B 48.662.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 7 septembre 2011*

L'assemblée générale renouvelle le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2015.

*Conseil d'Administration:*

- Monsieur Jean OESTREICHER demeurant à L-3241 Bettembourg, 38, rue Jacquinot
- Monsieur Arthur ZEIMET demeurant à L-3211 Bettembourg, 80, rue d'Abweiler
- Madame Marie-Josée MERTES demeurant à L-3211 Bettembourg, 80, rue d'Abweiler

*Commissaire aux comptes*

- Monsieur Georges ZEIMET demeurant à L-8378 Kleinbettingen, 22, rue de Kahler.

Référence de publication: 2014067762/16.

(140079024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

---

**Sparinvest Holdings SE, Société Européenne.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 164.834.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067021/10.

(140077847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Superfund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 54.921.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Superfund Sicav*

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014067027/11.

(140077550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Sword Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 160.842.

Par résolutions signées en date du 1<sup>er</sup> avril 2014, l'associé unique a pris la décision suivante:

Nomination de Nicholas Hyslop, avec adresse au 56, Telford Avenue, SW2 4XF Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2014 et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014067028/13.

(140078254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Sabores S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Dudelange, 26, avenue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 169.062.

Le Bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067029/10.

(140078153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Sabores S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Dudelange, 26, avenue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 169.062.

Le Bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067030/10.

(140078154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Saint Martin Inc. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.  
R.C.S. Luxembourg B 61.189.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067031/10.

(140077625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Samsonite International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 159.469.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067032/10.

(140077651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Sargas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 111.406.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un gérant*

Référence de publication: 2014067033/11.

(140078068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**SCD Balaton Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014067036/11.

(140077346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Selene Patrimoine, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 122.588.

Le Rapport Annuel Révisé pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013 et l'allocation du résultat relatif à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067045/12.

(140077539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**SCD Balaton Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 133.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2014067037/11.

(140077347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**SOREVAL, Société de Réassurance Vallaroché, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 27.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014067054/10.

(140077872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Solvi Investments, Société Anonyme.**

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.  
R.C.S. Luxembourg B 115.757.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2014.  
Monsieur Carlos Leal VILLA  
*Administrateur*

Référence de publication: 2014067060/13.

(140077768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Spectrum 360, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 122.065.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067063/9.

(140077571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Surassur, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 52.440.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société SURASSUR*

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014067070/11.

(140077474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Stratcom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6995 Rameldange, 2, Hannert de Kleppbeem.

R.C.S. Luxembourg B 57.894.

Les Comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 13/05/2014.

*Pour STRATCOM S.à r.l.*

J. REUTER

Référence de publication: 2014067065/12.

(140078541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**Stratcom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6995 Rameldange, 2, Hannert de Kleppbeem.

R.C.S. Luxembourg B 57.894.

Les Comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 13/05/2014.

*Pour STRATCOM S.à r.l.*

J. REUTER

Référence de publication: 2014067066/12.

(140078542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**Suedalux S.A.H., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-4026 Esch-sur-Alzette, 240, rue de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 9.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SUEDALUX SAH en liquidation

Référence de publication: 2014067067/10.

(140078151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**Swedbank Asset Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 11.430.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067072/10.

(140077893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**T.F. Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5751 Frisange, 16B, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 124.064.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Diekirch, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067074/10.

(140078394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**T.A.B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3754 Rumelange, 15, rue de l'Usine.  
R.C.S. Luxembourg B 82.940.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067073/9.

(140077800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Temps d'Or, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7411 Ansembourg, Vieux Château.  
R.C.S. Luxembourg B 159.062.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067075/10.

(140078287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

Joseph CANNIVY.

**Thes International S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 45.400,00.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 36, avenue du Dix Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 146.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067077/9.

(140078186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Trapeze ITS Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.218.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 147.281.

Monsieur Michel RAFFOUL a démissionné de son mandat de gérant de classe B de la Société avec effet au 30 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Trapeze ITS Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014067080/14.

(140077568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Terelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 29.162.

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 2 mai 2014*

- L'Assemblée reconduit le mandat de PricewaterhouseCoopers, 400 Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, en tant que Réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015 qui statuera sur les comptes 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Référence de publication: 2014067092/12.

(140078293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Trinidad Drilling International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 180.332.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014067082/11.

(140078162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Triton Luxembourg GP Saltri II S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 165.847.

Les statuts coordonnés au 3 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014067083/11.

(140077980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Turret Lux Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 111.373.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067085/9.

(140077376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**TAK S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3770 Tétange, 24, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 153.885.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014067086/10.

(140078258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Victoria Capital Holdings S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 91.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 129.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Victoria Capital Holdings S.A.

Représentée par Peter Diehl

Administrateur unique

Référence de publication: 2014067151/13.

(140077627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---



**Tax & Consulting Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9647 Doncols, 100, Duerfstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 120.630.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014067087/9.  
(140077646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Technology of Modern Buildings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 138.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014067088/9.  
(140078489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Temco Euroclean Luxembourg, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 164.421.

Les comptes annuels au 30.09.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014067091/9.  
(140078457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**UI Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 184.816.

*Extrait du procès-verbal du conseil de Gérance tenu le 11 février 2014 à 12h30*

1. Nommer Monsieur Laurent USELDINGER, né le 3 novembre 1971 à Orléans (France), demeurant au 191 Berkeley Tower, 48, Westferry Circus, E148RP, Londres (Royaume-Uni), en tant que Président du Conseil de Gérance.

Laurent USELDINGER / Emmanuel LEBEAU  
*Le Président / Le Gérant B*

Référence de publication: 2014067115/12.  
(140077977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Alma Group SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 136.559.

*Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la société en date du 5 mai 2014:*

1. Philippe VATUS, demeurant au 25, rue Charles Bemont, 78290 Croissy Sur Seine, France, a été nommé, pour une durée déterminée se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires en 2019, en tant qu'administrateur, avec effet au 5 mai 2014.

Luxembourg, le 15 mai 2014.  
Pour extrait conforme  
Pour la société  
Un mandataire

Référence de publication: 2014067974/15.  
(140079768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2014.

---

**TES Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 178.804.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Diekirch, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067094/10.

(140077805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Thaic S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.237.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 2014*

*Quatrième Résolution: Nominations statutaires.*

Le mandat du Réviseur d'Entreprises MAZARS arrivant à échéance à l'issue de cette Assemblée, il est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Référence de publication: 2014067095/11.

(140078108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Tharc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 99.069.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 8 mai 2014*

*Quatrième Résolution: Nominations statutaires.*

Le mandat du Réviseur d'Entreprises MAZARS arrivant à échéance à l'issue de cette Assemblée, il est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Référence de publication: 2014067096/11.

(140078249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Tousaciers S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3513 Dudelange, 1, rue Emile Ludwig.  
R.C.S. Luxembourg B 20.617.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire Tenue au siège social du 12 mai 2014*

L'Assemblée décide de nommer au poste de commissaire aux comptes la société LUXREVISION S.à. r.l., société immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B40124, ayant son siège social 7, route d'Esch L-1470 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Référence de publication: 2014067101/11.

(140077750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Union International Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7515 Mersch, 5, rue Comte d'Autel.  
R.C.S. Luxembourg B 38.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
Mandataire

Référence de publication: 2014067116/11.

(140077614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Topsys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.  
R.C.S. Luxembourg B 99.992.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 mai 2014.  
Référence de publication: 2014067100/10.  
(140077803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Trading and Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5885 Hesperange, 359, route de Thionville.  
R.C.S. Luxembourg B 24.398.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Belvaux, le 12 mai 2014.  
Référence de publication: 2014067104/10.  
(140077813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Transportation Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 155.604.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014067105/10.  
(140078082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**TSM Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 152.398.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067108/10.  
(140078030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Western Union Financial Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 33.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles De Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 120.061.

Les comptes annuels consolidés de la maison mère au 31 décembre 2012 (The Western Union Company) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.  
Signatures  
*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014067156/14.  
(140077350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Thierry Linster & Ivan Stupar Architectes, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2413 Luxembourg, 43, rue du Père Raphaël.  
R.C.S. Luxembourg B 100.021.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067099/10.

(140077529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**XDA, Société Anonyme,  
(anc. Albagama S.A.).**

Siège social: L-5753 Frisange, 47, Parc de Lésigny.  
R.C.S. Luxembourg B 171.933.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 13 mai 2014.

*Pour la société*

Me Martine DECKER

*Notaire*

Référence de publication: 2014067255/13.

(140078415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

---

**Vie Privée Rue Wilson, Société Anonyme.**

Siège social: L-1126 Luxembourg, 2, rue d'Amsterdam.  
R.C.S. Luxembourg B 135.609.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Vie Privée Rue Wilson*

*Société anonyme*

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014067140/12.

(140078183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---

**Ebuzzing, Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 113.995.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Ebuzzing, a société anonyme, having its registered office at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 113995 (the "Company"), and incorporated under the name of "Wikio Luxembourg" on 20 January 2006 by deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") number 878 of 4 May 2006. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended the last time by a decision of the board of directors of the Company dated 6 November 2013 recorded by deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, dated 25 November 2013, published in the Mémorial number 296 of 1 February 2014.

The meeting was presided by Paul Florin, avocat, residing in Luxembourg.

The meeting appointed as secretary Alexandre Rischard, juriste, residing in Luxembourg and as scrutineer Alexandre Rischard, juriste, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented together with the number of shares held by them, are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer, the proxyholders and the undersigned notary. This list as well as the proxies will be annexed to the present deed to be filed therewith with the registration authorities.

2. It appears from the attendance list that out of all the shares in issue in the Company, being (i) two hundred sixty-two thousand eight hundred ninety-five (262,895) Ordinary Shares divided into (x) two hundred fifty-four thousand six hundred thirteen (254,613) Class A Ordinary Shares and (y) eight thousand two hundred eighty-two (8,282) Class B Ordinary Shares, and (ii) one hundred seventeen thousand one hundred thirty-eight (117,138) Preference Shares divided into (x) sixty-two thousand three hundred twenty (62,320) Class A Preference Shares, themselves divided into (a) forty-six thousand seventy (46,070) Class A1 Preference Shares and (b) sixteen thousand two hundred fifty (16,250) Class A2 Preference Shares, and (y) fifty-four thousand eight hundred eighteen (54,818) Class B Preference Shares, themselves divided into (a) thirty-six thousand five hundred thirty-three (36,533) Class B1 Preference Shares and (b) eighteen thousand two hundred eighty-five (18,285) Class B2 Preference Shares, (i) 253,591 Ordinary Shares, with (x) 251,931 Class A Ordinary Shares, and (y) 1,660 Class B Ordinary Shares, and (ii) 117,138 Preference Shares, with (x) 62,320 Class A Preference Shares (with (a) 46,070 Class A1 Preference Shares and (b) 16,250 Class A2 Preference Shares) and (y) 54,818 Class B Preference Shares (with (a) 36,533 Class B1 Preference Shares and (b) 18,285 Class B2 Preference Shares) are duly represented at the present general meeting so that 97.55 % of the issued share capital and shareholders of the Company are represented at the present meeting and declare having had full knowledge of its agenda.

3. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices sent to all the shareholders by registered mail on 18 April 2014.

4. It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Reclassification of all outstanding Class B Ordinary Shares into Class A Ordinary Shares as a result of the completion of all the rights attached to the Class B Ordinary Shares; classification of all the outstanding Shares into two classes, for the purposes of Article 68 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with the Ordinary Shares on one side and the Preference Shares on the other side (sub-classes of Ordinary Shares and of Preference Shares (respectively) not being considered as classes of shares for the purposes of this provision); creation of one additional sub-class of Ordinary Shares, namely the class C ordinary shares (the "Class C Ordinary Shares"), and of one new sub-class of preference shares, namely the class C preference shares (the "Class C Preference Shares"), with such rights and obligations as set forth in the amended and restated articles of association of the Company (the "Articles"); increase of the issued share capital of the Company by an amount of one million two hundred twenty-four thousand four hundred euros (EUR 1,224,400) to ten million seven hundred twenty-five thousand two hundred twenty-five euros (EUR 10,725,225) by the issue of (i) twenty-eight thousand four hundred forty-one (28,441) new Class C Ordinary Shares, of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, for a total subscription price of six million four hundred thirty-six thousand four hundred eighty-two euros and seventy one cents (EUR 6,436,482.71) and (ii) twenty thousand five hundred thirty-five (20,535) new Class C Preference Shares, of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, for a total subscription price of four million twelve euros and sixty-five cents (EUR 4,000,012.65); subscription to the new shares so issued and payment of the subscription price by the contribution in kind of twelve thousand one hundred fifty-one (12,151) ordinary shares and eight thousand seven hundred seventy-three (8,773) preferred shares of Teads Technology SAS, a société par actions simplifiée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France, and registered at the Trade and Companies Registry of Montpellier under the number 532 677 473 by the current shareholders of Teads Technology SAS; acknowledgement of a report by RSM Audit Luxembourg, approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), on the value of the contribution in kind and approval of the aggregate valuation of the contribution in kind at ten million four hundred thirty-six thousand four hundred ninety-five euros and thirty-six cents (EUR 10,436,495.36); waiver by the existing shareholders of the Company of any preferential subscription rights with respect to the issue of the new Class C Ordinary Shares and the new Class C Preference Shares; allocation of (i) an amount equal to the nominal value of the newly subscribed Class C Ordinary Shares and of the newly subscribed Class C Preference Shares to the share capital account of the Company, (ii) the balance of the total subscription price of the new Class C Ordinary Shares to the freely distributable general share premium account of the Company and (iii) the balance of the total subscription price of the new Class C Preference Shares to the share premium account of the Company distributable only to the holders of the Class C Preference Shares in accordance with article 5.10 of the Articles.

2. Amendment and increase of the authorised un-issued share capital of the Company from its current amount of four million three hundred sixty-seven thousand eight hundred euros (EUR 4,367,800) to four million eight hundred seventy thousand two hundred fifty euros (EUR 4,870,250) to be represented by (i) one hundred seventy-one thousand nine hundred seventy-seven (171,977) Class A Ordinary Shares, (ii) thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares, (iii) five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any subclass) and (iv) four thousand five hundred (4,500) Class B Preference Shares (of any sub-class), each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25); renewal of the authorisation granted to the board of directors to increase the share capital of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital of the Company for a period of five years as from the publication of the amendments to the Articles by the meeting as contemplated hereby; acknowledgment of a report

by the board of directors of the Company in accordance with article 32-3(5) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, concerning the price and conditions, at which the Class A Ordinary Shares, the Class C Ordinary Shares, the Class A Preference Shares (of any sub-class) and the Class B Preference Shares (of any sub-class) may be issued pursuant to the authorised un-issued share capital, such issuances being made without reserving any preferential subscription rights of existing shareholders; and in relation thereto decision to waive, suppress and authorise the board of directors of the Company to suppress any preferential subscription rights in case of issue of shares of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital.

3. Acknowledgment and approval of the new warrants to be issued by the Company granting the right to subscribe to Class A Ordinary Shares according to the terms and conditions set forth by the board of directors of the Company.

4. Change of the corporate denomination of the Company into "Ebuzzing and Teads", amendment of article 1 of the articles of association of the Company as set forth in the amended and restated Articles as attached to the proxies for the meeting.

5. Increase of the number of directors of the Company.

6. Amendment and restatement of the Articles in order to reflect the above share capital modifications, to reflect the change of corporate denomination, to reflect the amendment and increase of the authorised un-issued share capital, to increase the number of directors, to reflect certain restrictions on the transfer of shares in the Company, to reflect certain amendments to the conversion rights of the holders of Preference Shares, to reflect the amendment of the preference and ranks in the event of a sale, liquidation event or initial public offering of some or all of the shares of the Company, to reflect the possibility for the board of directors to appoint observers and such other amendments as set out therein, substantially in the form attached to the proxies for the meeting.

7. Appointment of Mr. Jean-Marc Patouillaud, Mr. Loïc Soubeyrand, Mr. Pascal Gauthier and Mr. Anthony Rhind, as new additional directors of the Company until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2017.

After deliberation, the meeting adopted the following resolutions:

*First resolution*

The meeting noted that the preferred dividend attached to the Class B Ordinary Shares pursuant to article 6.7.6.1 of the Articles has been duly paid by the Company. The rights of the holders of the Class B Ordinary Shares now being exactly the same to those of the Class A Ordinary Shares, the meeting resolved to reclassify all the outstanding Class B Ordinary Shares into Class A Ordinary Shares and instructed any member of the board of directors of the Company to update the shareholders' register accordingly.

The meeting resolved to classify all the outstanding Shares into two classes, for the purposes of Article 68 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with the Ordinary Shares on one side and the Preference Shares on the other. The meeting resolved that the sub-classes of Ordinary Shares (namely, the Class A Ordinary Shares and the Class C Ordinary Shares) and of Preference Shares (namely, the Class A1 Preference Shares, the Class A2 Preference Shares, the Class B1 Preference Shares and the Class B2 Preference Shares) shall not constitute classes of shares within the Ordinary Shares or the Preference Shares, respectively.

The meeting resolved to create one additional sub-class of Ordinary Shares, namely the class C ordinary shares (the "Class C Ordinary Shares"), and one new class of Preference Shares, namely the class C preference shares (the "Class C Preference Shares"), with such rights and obligations as set forth in the amended and restated Articles set forth in the following resolutions and in any shareholders' or similar agreement, from time to time, if any.

The meeting resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of one million two hundred twenty-four thousand four hundred euros (EUR 1,224,400) to ten million seven hundred twenty-five thousand two hundred twenty-five euros (EUR 10,725,225) by the issue of (i) twenty-eight thousand four hundred forty-one (28,441) new Class C Ordinary Shares, of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, for a total subscription price of six million four hundred thirty-six thousand four hundred eighty-two euros and seventy one cents (EUR 6,436,482.71) and (ii) twenty thousand five hundred thirty-five (20,535) new Class C Preference Shares, of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, for a total subscription price of four million twelve euros and sixty-five cents (EUR 4,000,012.65) (the newly issued Class C Ordinary Shares and the newly issued Class C Preference Shares shall collectively be referred to as the "New Shares").

The subscribers listed below, each represented by Paul Florin, prenamed, by virtue of proxies under private seal (said proxies, after having been initialled *ne varietur* by the bureau and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be registered with it), subscribed each to the number and class of new Class C Ordinary Shares and new Class C Preference Shares set forth against their names below and fully paid the aggregate subscription price of these New Shares so subscribed by the contribution in kind of twelve thousand one hundred fifty-one (12,151) ordinary shares and eight thousand seven hundred seventy-three (8,773) preferred shares of Teads Technology SAS, a société par actions simplifiée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France, and registered at the Trade and Companies Registry of Montpellier under the number 532 677 473, with all rights and obligations attached thereto, representing together 100% of the issued share capital thereof, as set forth below.



The meeting resolved to accept the subscriptions of the New Shares and the payment of the aggregate subscription price thereof by the subscribers by way of contributions in kind consisting of twelve thousand one hundred fifty-one (12,151) ordinary shares and eight thousand seven hundred seventy-three (8,773) preferred shares of Teads Technology SAS as follows:

Subscribers	New Shares subscribed in the Company	Total subscription Price (including share premium)	Contribution in kind (shares in Teads Technology SAS)
FCPR Partech International VI, represented by proxy dated 23 April 2014 . . . . .	15,207 Class C Preference Shares	EUR 2,962,171.53	6,497 preferred shares
Loïc Soubeyrand, represented by proxy dated 25 April 2014 . . . . .	11,703 Class C Ordinary Shares	EUR 2,648,505.93	5,000 ordinary shares
Loïc Jaurès, represented by proxy dated 25 April 2014 . . . . .	11,703 Class C Ordinary Shares	EUR 2,648,505.93	5,000 ordinary shares
FCPR Elaia Alpha Fund, represented by proxy dated 28 April 2014 . . . . .	5,070 Class C Preference Shares	EUR 987,585.30	2,166 preferred shares
Pierre de Grandmaison, represented by proxy dated 25 April 2014 . . . . .	1,404 Class C Ordinary Shares	EUR 317,739.24	600 ordinary shares
Marc Geffroy, represented by proxy dated 22 April 2014 . . . . .	908 Class C Ordinary Shares	EUR 205,489.48	388 ordinary shares
Claude Plassard, represented by proxy dated 22 April 2014 . . . . .	908 Class C Ordinary Shares	EUR 205,489.48	388 ordinary shares
Pascal Gauthier, represented by proxy dated 27 April 2014 . . . . .	258 Class C Preference Shares	EUR 50,255.82	110 preferred shares
Henri Chauvart, represented by proxy dated 23 April 2014 . . . . .	634 Class C Ordinary Shares	EUR 143,480.54	271 ordinary shares
Denis Jahan, represented by proxy dated 25 April 2014 . . . . .	454 Class C Ordinary Shares	EUR 102,744.74	194 ordinary shares
Cédric Léonard, represented by proxy dated 22 April 2014 . . . . .	272 Class C Ordinary Shares	EUR 61,556.32	116 ordinary shares
Jonathan Brami, represented by proxy dated 22 April 2014 . . . . .	272 Class C Ordinary Shares	EUR 61,556.32	116 ordinary shares
Jérôme Carrière, represented by proxy dated 28 April 2014 . . . . .	183 Class C Ordinary Shares	EUR 41,414.73	78 ordinary shares
Total . . . . .	28,441 Class C Ordinary Shares and 20,535 Preference Shares	EUR 10,436,495.36	12,151 ordinary shares and 8,773 preferred shares

The report issued by RSM Audit Luxembourg, approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) dated 28 April 2014, on the value of the contribution in kind was acknowledged by the meeting. The conclusion of the report reads as follows:

“Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus et sur base des commentaires faits au point 4, aucun fait n’a été porté à notre attention qui nous laisse penser qu’au moment de l’augmentation de capital, la valeur des 20.924 actions de la société Teads Technology S.A.S. (dont 12.151 actions ordinaires et 8.773 actions préférentielles) ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions de la Société émises en contrepartie, soit 28.441 actions C ordinaires d’une valeur nominale de EUR 25 et d’une prime d’émission d’EUR 201.31; et 20.535 actions C préférentielles d’une valeur nominale d’EUR 25 et d’une prime d’émission de EUR 169.79.”

A copy of such report shall remain annexed to the present deed to be registered therewith.

The meeting resolved to approve the value of ten million seven hundred twenty-five thousand two hundred twenty-five euros (EUR 10,436,495.36) of the contribution in kind and the issue of the New Shares. The existing shareholders agree to waive their preferential subscription rights with respect to the issuance of the new Class C Ordinary Shares and the new Class C Preference Shares.

The meeting resolved that (i) an amount equal to the nominal value of the newly subscribed Class C Ordinary Shares and of the newly subscribed Class C Preference Shares shall be allocated to the share capital account of the Company, (ii) the balance of the total subscription price of the new Class C Ordinary Shares shall be allocated to the freely distributable general share premium account of the Company and (iii) the balance of the total subscription price of the new Class C Preference Shares shall be allocated to the share premium account of the Company distributable only to the holders of the Class C Preference Shares in accordance with article 5.10 of the Articles.

#### *Second resolution*

The meeting resolved to amend and increase the authorised un-issued share capital of the Company from its current amount of four million three hundred sixty-seven thousand eight hundred euros (EUR 4,367,800) to four million eight hundred seventy thousand two hundred fifty euros (EUR 4,870,250) to be represented by (i) one hundred seventy-one thousand nine hundred seventy-seven (171,977) Class A Ordinary Shares, (ii) thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares, (iii) five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any sub-class) and (iv) four thousand five hundred (4,500) Class B Preference Shares (of any sub-class), each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

The meeting then resolved to authorise the board of directors of the Company to increase the issued share capital of the Company within the limits of the authorised unissued share capital of the Company for a period of five years as from the publication of the present amendments to the Articles by the meeting as set forth below.

Thereafter, the meeting acknowledged the report by the board of directors of the Company dated 18 April 2014 in accordance with article 32-3 (5) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, concerning the price and conditions at which the Class A Ordinary Shares, the Class C Ordinary Shares, and the Class A Preference Shares (of any sub-class) and the Class B Preference Shares (of any sub-class) may be issued pursuant to the authorised un-issued share capital, such issuances being made without reserving any preferential subscription rights of existing shareholders.

The meeting further resolved in relation thereto to waive, suppress and authorise the board of directors of the Company to suppress, any preferential subscription rights in case of issue of shares of the Company within the limits of the authorised un-issued share capital.

#### *Third resolution*

The meeting acknowledged and approved the new warrants to be issued by the Company granting the right to subscribe to Class A Ordinary Shares according to the terms and conditions set forth by the board of directors of the Company.

#### *Fourth resolution*

The meeting resolved to change the corporate denomination of the Company into "Ebuzzing and Teads" and to amend article 1 of the articles of association of the Company as set forth in the sixth resolution below.

#### *Fifth resolution*

The meeting resolved to amend article 10 of the Articles to increase the maximum number of directors of the Company from ten (10) to thirteen (13).

#### *Sixth resolution*

The Meeting resolved to amend the Articles to reflect the resolutions hereabove and certain other provisions of the articles of association of the Company, without amending the corporate object of the Company, in particular relating to the above share capital modifications, the change of corporate denomination, the amendment and increase of the authorised un-issued share capital, the increase of the number of directors, the inclusion of certain restrictions on the transfer of shares in the Company, certain amendments to the conversion rights of the holders of Preference Shares, the amendment of the preference and ranks in the event of a sale, liquidation event or initial public offering of some or all of the shares of the Company, the possibility for the board of directors to appoint observers, and restate the Articles in their entirety as set forth below:

**Art. 1. Form, Denomination.** A public limited liability company (société anonyme) with the name "Ebuzzing and Teads" (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and these articles of association (the "Articles").

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of directors of the Company.



The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the general meeting.

2.2 The Company may, by decision of the board of directors, have subsidiaries, offices, branches or administrative establishments, both in Luxembourg and abroad.

2.3 In the event that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

2.4 Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the executive bodies of the Company having the powers to bind the Company for the day to day management.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is established for an unlimited period.

3.2 The Company may be dissolved at any moment by decision of the general meeting of the shareholders of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles.

**Art. 4. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, in particular in areas of new technologies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, the development of the portfolio held by the Company, the acquisition, transfer and development of patents, trademarks and licences related thereto.

The Company may lend or borrow, with or without warranties, it may participate in the creation and development of any companies and grant them assistance. In a general fashion it may take any controlling, supervisory and documentary measures and perform all commercial, moveable, immovable and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at ten million seven hundred and twenty-five thousand two hundred twenty-five euros (EUR 10,725,225) represented by:

- Two hundred ninety-one thousand three hundred thirty-six (291,336) ordinary shares (the "Ordinary Shares") divided into (x) two hundred sixty-two thousand eight hundred ninety-five (262,895) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares") and (y) twenty-eight thousand four hundred forty-one (28,441) class C ordinary shares (the "Class C Ordinary Shares");

- One hundred thirty-seven thousand six hundred seventy-three (137,673) preference shares (the "Preference Shares") divided into (x) sixty-two thousand three hundred and twenty (62,320) class A preference shares (the "Class A Preference Shares"), themselves divided into (a) forty-six thousand seventy (46,070) class A1 preference shares (the "Class A1 Preference Shares") and (b) sixteen thousand two hundred fifty (16,250) class A2 preference shares (the "Class A2 Preference Shares"), (y) fifty-four thousand eight hundred and eighteen (54,818) class B preference shares (the "Class B Preference Shares"), themselves divided into (a) thirty-six thousand five hundred thirty-three (36,533) class B1 preference shares (the "Class B1 Preference Shares") and (b) eighteen thousand two hundred eighty-five (18,285) class B2 preference shares (the "Class B2 Preference Shares"), and (z) twenty thousand five hundred thirty-five (20,535) class C preference shares (the "Class C Preference Shares"),

each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

5.2 The authorised capital of the Company is set at four million eight hundred seventy thousand two hundred fifty euros (EUR 4,870,250) which shall be represented by:

- One hundred seventy-one thousand nine hundred seventy-seven (171,977) Class A Ordinary Shares;
- Thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares;
- five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any sub-class); and
- four thousand five hundred (4,500) Class B Preference Shares (of any subclass),

each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

5.3 The board of directors may, until the fifth anniversary of the publication of the deed of the extraordinary general meeting of the shareholders held on 29 April 2014, increase the share capital by the issue of new shares once or in several tranches within the authorised capital within the limits mentioned above. Such increases of capital may be issued with or without share premium, to be paid up in cash, in kind or by settlement of actual, liquid and immediately payable claims vis-à-vis the Company, as well as by incorporation of profits carried forward, available reserves or share premiums (it being understood that in the latter case, the increase of capital will be realised without issue of new shares).

5.4 The board of directors is specifically authorised to proceed with such issues without granting any preferential subscription right to the existing shareholders on the shares to be issued.

5.5 The board of directors may delegate to any director, manager, officer or any other person duly authorised, the power to receive the subscriptions and the price of the shares representing all or part of such increase of capital.

5.6 The board of directors is further authorised to issue ordinary bonds, with beneficiary or convertible certificates, in bearer or any other form, in any denomination and in any currency, it being understood that the issue of bonds, with beneficiary or convertible certificates, may only be made within the limits of the provisions of law applicable to the authorised capital, within the limits of the abovementioned capital and in the context of the legal provisions, in particular Article 32-4 of the Law.

5.7 The board of directors shall determine the nature, price, interest rate, terms of the issue and of repurchase as well as any other conditions related thereto.

5.8 The issued share capital and the authorised but unissued capital of the Company may be increased or reduced by decision of the general meeting of shareholders, the quorum requirements applicable to amendment of the Articles as provided by the law being applicable.

5.9 Each time the board of directors shall have recorded by notarial deed an increase of capital upon the issue of shares within the authorised capital, it shall proceed to the amendment of this article.

5.10 In addition to the share capital, a share premium account may be set up, to which any share premium will be allocated. Any share premium paid on the subscription of Preference Shares of a specific sub-class upon its issue will be allocated to a share premium account corresponding to that specific sub-class of Preference Shares and will indicate the corresponding sub-class.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 Shares are in registered form only.

6.2 There are no fractions of shares so that only one holder per share is recognised. In case a share of the Company is held by more than one person, the Company shall have the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed to represent the share vis-à-vis the Company.

6.3 A register of shareholders of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. This register shall contain the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amount paid up for each of the shares, the declaration of share transfers and the dates of such share transfers as well as the conversion of registered shares into bearer shares. Ownership of registered shares will be established by inscription in said register.

6.4 The Company may repurchase its own shares within the limits provided for by law or the present Articles.

6.5 Shares are Ordinary Shares or Preference Shares, divided into classes, if any.

6.6 For the purposes of Article 68 of the Law, the Ordinary Shares on one side and the Preference Shares on the other side shall constitute two separate classes of Shares.

#### 6.7 Ordinary Shares

6.7.1 Classes: Ordinary Shares are divided into two classes: Class A Ordinary Shares and Class C Ordinary Shares. Unless otherwise stipulated in the provisions of the Articles and in any Shareholder's Agreement, all Ordinary Shares will be identical for all purposes.

For the purposes of Article 68 of the Law, (i) the Ordinary Shares on one side and the Preference Shares on the other side shall constitute two separate classes of Shares; (ii) however, the Class A Ordinary Shares and the Class C Ordinary Shares shall not constitute separate classes of Shares among the Ordinary Shares.

#### 6.7.2

Dividends: The Class A Ordinary Shares and the Class C Ordinary Shares, respectively, shall be entitled to such dividends as may from time to time be declared pursuant to these Articles in accordance with and within the limits set forth in Article 6.8.8 (Preference and Ranks) and the provisions of any Shareholder's Agreement.

6.7.3 Liquidation Event: Subject to the provisions of Article 20.3 hereof and subject to the prior payment of the holders of the Preference Shares as set forth in Article 6.8 below, in case of Liquidation Event, any Ordinary Share shall be entitled to participate in the distribution of the surplus of the liquidation proceeds of the Company pro rata to their shareholding with the Preference Shares.

6.7.4 Sale: Subject to the prior payment of the holders of the Preference Shares as set forth in Article 6.8 below, in case of a Sale, any Ordinary Share shall be entitled to participate in the distribution of the surplus of the remaining proceeds of the Sale pro rata to their shareholding with the Preference Shares.

6.7.5 Transfer: Without prejudice to Article 7, Ordinary Shares may be subject to restrictions as provided in any Shareholder's Agreement.

6.7.6 Voting rights: Each holder of Ordinary Shares will have one vote for each Ordinary Share held by him.

#### 6.8 Preference Shares

6.8.1 Preference Shares are divided into three classes: Class A Preference Shares, Class B Preference Shares and Class C Preference Shares. All Class A Preference Shares will be identical for all purposes unless otherwise stipulated in these Articles and any Shareholder's Agreement and likewise for all Class B Preference Shares and Class C Preference Shares.

The rights, preferences of any kind and restrictions on the Class A Preference Shares, the Class B Preference Shares and Class C Preference Shares, respectively, are listed below and, to the extent permitted by the Law and these Articles, or by the provisions of any Shareholder's Agreement.

6.8.2 Dividends: In the event of a distribution of dividends by the Company, the provisions of the laws and the provisions of any Shareholder's Agreement, the preferences and ranks set forth in Article 6.8.8 below shall apply mutatis mutandis.

6.8.3 Repurchase: The Company may not repurchase Preference Shares.

6.8.4 Conversion Rights: Subject to the provisions of any Shareholder's Agreement, the conversion rights of the holders of Preference Shares (the "Conversion Rights") are listed below.

- Each Preference Share may be converted by its respective holder pursuant to the conversion rate applicable at the conversion date or at the date specified by written consent of the holders under the conditions set forth in Article 9 of the Articles.

- Without prejudice to the special majorities set forth in Article 9, any conversion of Preference Shares into Ordinary Shares shall only be effected within the limits provided for by the Law and in particular Article 68 of said Law.

- The "Initial Conversion Rate" will be equal to one (1) Ordinary Share for one (1) Preference Share having the same nominal value.

- In the event of a Sale or Liquidation Event, for which the Preference Shares will need to be converted by the Sellers into Ordinary Shares, the Initial Conversion Rate of each Preference Share shall be adjusted so that each such Preference Share may be converted into a number of Ordinary Shares such that, the holder of the concerned Preference Share may receive the full amount of the Liquidation Preference applicable to such Preference Share (the "Adjusted Conversion Rate") without prejudice to receiving in addition its prorata share of the Remaining Payment (as defined below), to the extent possible with respect to the portion of the Price available for such Liquidation Preference.

- In the event of an IPO, each holder of the concerned Preference Share consents that its Class B Preference Shares, Class C Preference Shares, Class A1 Preference Shares, and Class A2 Preference Shares will be converted automatically into Ordinary Shares on the basis of the Adjusted Conversion Rate. To this effect, each party to any Shareholder's Agreement, undertakes to use its best efforts and vote its Shares to ensure that such Adjusted Conversion Rate is calculated in good faith immediately prior to the IPO to reflect the Liquidation Preferences.

- Ordinary Shares resulting from the exercise of Conversion Rights shall benefit from the Liquidation Preferences that would have benefited to the converted Preference Shares.

- Each Preference Share having been converted into Ordinary Shares will be cancelled and the number of issued Preference Shares will consequently be reduced.

6.8.5 Transfer: Without prejudice to Article 7, Preference Shares may be subject to restrictions as provided in any Shareholder's Agreement.

6.8.6 Voting rights: The holders of Preference Shares will have the same voting rights as the holders of Ordinary Shares and will be entitled to receive notice of any shareholders meeting pursuant to these Articles. Each holder of Preference Shares will have one vote for each Preference Share.

For the purposes of Article 68 of the Law, (i) the Ordinary Shares on one side and the Preference Shares on the other side shall constitute two separate classes of Shares; (ii) however, (x) the Class A Preference Shares, the Class B Preference Shares and the Class C Preference Shares shall not constitute separate classes of Shares among the Preference Shares, (y) the Class A1 Preference Shares and the Class A2 Preference Shares shall not constitute separate classes of Shares among the Class A Preference Shares or among the Preference Shares, and (z) the Class B1 Preference Shares and the Class B2 Preference Shares shall not constitute separate classes of Shares among the Class B Preference Shares or among the Preference Shares.

6.8.7 Liquidation Preferences: In the case of a Sale or a Liquidation Event or an IPO, holders of Preference Shares and the Strategic Investor (as may be set forth in any Shareholder's Agreement) shall benefit from liquidation preferences (the "Liquidation Preferences") with respect to the consideration (the "Price") paid for all Securities Transferred within the scope of such Sale or Liquidation Event or, in the event of an IPO, with respect to all the Shares on a Fully Diluted Basis.

6.8.8 Sale, Liquidation Event or IPO - Preferences and ranks:

In the event of a Sale or a Liquidation Event, the Liquidation Preferences with respect to the allocation of the Price, from which the holders of Preference Shares and the Strategic Investor shall benefit, are and shall rank as follows, subject to the limitations and specifications that may be set forth in any Shareholder's Agreement, and the Liquidation Preference for each rank shall be paid prior to any payment of the Price to all Transferring Shareholders on a pro rata basis.

- (i) Firstly, the Price shall be paid to Sellers holding Class B Preference Shares and Class C Preference Shares as a first payment with respect to their Transferred Class B Preference Shares and Class C Preference Shares, up-to a portion of the price calculated as follows:

- (1) for each Class B Preference Share, the portion of the Price to be paid to such Class B Preference Share shall be:

- (a) if the Average Price Per Share exceeds eight hundred forty-eight euros and seventy-two cents (EUR 848.72), the Issue Price of each such Class B Preference Share;

(b) if the Average Price Per Share is less than five hundred eighty-four euros sixty-three cents (EUR 584.63), the Issue Price of each such Class B Preference Share increased with an annual interest rate (“AIR”) of twelve per cent (12%) compounded per year (“Increased Issue Price”) provided that the Increased Issue Price cannot exceed twice (2x) such Issue Price;

(c) if the Average Price Per Share is in the range between eight hundred forty-eight euros and seventy-two cents (EUR 848.72) and five hundred eighty-four euros sixty-three cents (EUR 584.63), the Issue Price of each such Class B Preference Share increased with an AIR, compounded per year, which will start at twelve per cent (12%) if the Average Price Per Share is equal to five hundred eighty-four euros sixty-three cents (EUR 584.63) per Share and will be reduced in a linear way to zero per cent (0%) if the Average Price Per Share is equal to eight hundred forty-eight euros and seventy-two cents (EUR 848.72) per Share;

(the aggregate amount to be received as a first payment for all Transferred Class B Preference Shares being hereinafter referred to as the “B Liquidation Preference”)

(2) for each Class C Preference Share, the portion of the Price to be paid to such Class C Preference Share shall be once (1x) the Issue Price of such Class C Preference Share (the aggregate amount to be received as a first payment for all Transferred Class C Preference Shares being hereinafter referred to as the “C Liquidation Preference”; the B Liquidation Preference and the C Liquidation Preference being together referred to as the “BC Liquidation Preference”).

For the purpose of this clause, “Average Price Per Share” shall mean the Price per Share calculated on the basis of all Shares (on a Fully Diluted Basis) Transferred by all selling shareholders, irrespective of their class.

Should the Price be lower than the full amount of the BC Liquidation Preference, then the available Price (“Available BC Liquidation Preference”) shall be paid to the persons who benefit from the BC Liquidation Preference on an adjusted pro rata basis whereby:

- the portion of the Available BC Liquidation Preference to be paid to the Sellers of all Transferred Class B Preference Shares shall be equal to the amount of the Available BC Liquidation Preference multiplied by a percentage corresponding to the amount represented by the B Liquidation Preference (as calculated on the basis of the Average Price Per Share) within the aggregate amount of the BC Liquidation Preference (as calculated on the basis of the Average Price Per Share); and

- the portion of the Available BC Liquidation Preference to be paid to the Sellers of all Transferred Class C Preference Shares shall be equal to the amount of the Available BC Liquidation Preference multiplied by a percentage corresponding to the amount represented by the C Liquidation Preference (as calculated on the basis of the Average Price Per Share) within the amount of the sum of the BC Liquidation Preference (as calculated on the basis of the Average Price Per Share).

(ii) Secondly, the remaining Price (if any), shall be paid to the Sellers holding Class A1 Preference Shares with respect to their transferred Class A1 Preference Shares up to such portion of the Price equal, for each such Class A1 Preference Share, to once (1x) its Issue Price (the aggregate amount to be received as a first payment for all Transferred Class A1 Preference Shares being hereinafter referred to as the “A1 Liquidation Preference”);

Should the portion of the Price available for payment of the A1 Liquidation Preference be lower than the full amount of the A1 Liquidation Preference, then the Price available for such payment shall be paid to the Sellers who benefit from the A1 Liquidation Preference on a pro rata basis with respect to the corresponding Issue Prices of the Class A1 Preference Shares transferred by each such Seller;

(iii) Thirdly, the remaining Price (if any) shall be paid to the Strategic Investor (as it may be set forth in any Shareholder’s Agreement) if a Seller up to a portion of the Price equal to a portion of three million five hundred thousand euros (EUR 3,500,000) calculated pro rata the number of Shares Transferred by such Strategic Investor as a Seller divided by the total number of Shares held by such Strategic Investor (the “Strategic Investor Liquidation Preference”);

(iv) Fourthly, the remaining Price (if any) shall be paid to the Sellers holding Class A2 Preference Shares with respect to their transferred Class A2 Preference Shares, up-to such portion of the Price equal, for each such Class A2 Preference Share, to once (1x) its Issue Price (the aggregate amount to be received as a first payment for all Transferred Class A2 Preference Shares being hereinafter referred to as the “A2 Liquidation Preference”);

Should the portion of the Price available for payment of the A2 Liquidation Preference be lower than the full amount of the A2 Liquidation Preference, then the Price available for such payment shall be paid to the Sellers who benefit from the A2 Liquidation Preference on a pro rata basis with respect to the corresponding Issue Prices of the Class A2 Preference Shares transferred by each such Seller;

(v) then, the remaining Price (if any) shall be paid (the “Remaining Payment”) to all Sellers (including holders of Preference Shares) for their respective Transferred Shares (irrespective of their class or sub-class) on an as-converted pro rata basis with respect to the number of Shares transferred by the Sellers with no order of preference between them provided that:

(1) the Strategic Investor, if a Seller, may only receive such amount of its pro rata portion of the Remaining Payment which is in excess of the amount of the portion of the Price it already received for the payment of the Strategic Investor Liquidation Preference;

(2) the prorata aggregate amount of the Remaining Payment to be paid to the Sellers Transferring Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares shall be equal to a percentage (the “C Shares Prorata Payment Percentage”) corresponding to the Reference C Shares Number out of the Reference Company FDB Shares Number where:

- the “Reference C Shares Number” is equal to an aggregate number of sixty-two thousand seventy-four (62,074) Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares based on (x) an aggregate number of forty-eight thousand nine hundred seventy-six (48,976) Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares issued and subscribed for on the 29 April 2014 and (y) an aggregate maximum number of thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares (the “Future C Shares”) that may be issued by the Company after such date pursuant to the transfer to the Company of a maximum of five thousand five hundred ninety-six (5,596) Future Teads Shares;

- the “Reference Company FDB Shares Number” is equal to an aggregate number of five hundred fourteen thousand seven hundred nine (514,709) Shares on the 29 April 2014 (calculated on a Fully Diluted Basis including and assuming the issuance of a maximum of thirteen thousand ninety-eight (13,098) Future C Shares but excluding the seven thousand (7,000) New Founders Warrants issued on the date of conclusion of any Shareholder’s Agreement) as adjusted to include all additional Securities issued by the Company as from the date of conclusion of any Shareholder’s Agreement, from time to time, if any, until the completion date of the Sale, Liquidation Event or IPO (which for the purposes of such calculation shall include the seven thousand (7,000) New Founders Warrants issued on the date of any Shareholder’s Agreement and the Shares that may be issued pursuant to the exercise of the B1 Warrants and B2 Warrants but excluding any Future C Shares);

it being understood for the avoidance of doubt, that the Reference C Shares Number shall not be lower than sixty-two thousand seventy-four (62,074) on the basis of a Transfer of one hundred per cent (100%) of the outstanding Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares (whether or not any Future C Shares may have been issued). In the event of a Transfer of less than one hundred per cent (100%) of the outstanding Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares, the Reference C Shares Number shall be adjusted prorata and the C Shares Prorata Payment Percentage shall be adjusted accordingly. The calculation of the C Shares Prorata Payment Percentage shall be adjusted in accordance with the provisions of article 6.8.8(vi) below, as the case may be.

(vi) Notwithstanding anything to the contrary in these Articles and in any Shareholder’s Agreement, all above mentioned amounts, numbers and calculations shall be adjusted to take into account any grouping or split of the nominal value of the Shares after the date of conclusion of any Shareholder’s Agreement.

The holders of Preference Shares will be informed by means of a written notice from the Company, of any Liquidation Event on the earlier of the following: no later than ten (10) days before the extraordinary meeting of the shareholders held in order to approve such a Liquidation Event, or ten (10) days before the close of that Liquidation Event. The notice shall describe any substantial terms with respect to the Liquidation Event. In addition, the holders of Preference Shares will also be informed in writing of any substantial amendment with respect to the description of the Liquidation Event which was served upon them. They will also be informed in due time of the final approval of the Liquidation Event.

#### **Art. 7. Transfer of shares.**

7.1 The transfer of registered shares is subject to a written declaration of transfer entered in the register of shareholders of the Company. This declaration recording the transfer will be executed by the transferor and the transferee or by any other person duly appointed to do so. The Company may also accept as evidence of the share transfer other instruments to the satisfaction of the Company.

7.2 Unless otherwise stipulated in any Shareholder’s Agreement, all Ordinary Shares will remain Ordinary Shares and all Preference Shares will remain Preference Shares in case of Transfer, and will not see their class change because of a Transfer.

7.3 The holders of Ordinary Shares and Preference Shares acknowledge that the transfer of their respective shares may be subject to restrictions as provided in any Shareholder’s Agreement. Each holder of Ordinary Shares, jointly and not severally (conjointement), agrees that for a twenty-seven (27) month-period starting as of 29 April 2014, it shall not, unless otherwise stipulated in any Shareholder’s Agreement, from time to time or with the prior written agreement of the holders of Preference Shares holding in the aggregate fifty-five per cent (55%) of the Preference Shares, Transfer any of the Shares held by such holders of Ordinary Shares.

7.4 Each of the holders of Ordinary and Preference Shares unless otherwise stipulated in any Shareholder’s Agreement, he would be a party to, agree that in case of Transfer of all or part of their respective Shares of the Company to a third party or to a holder of Ordinary Share(s) or of Preference Share(s), the relevant shareholder shall notify in writing beforehand to all the holders of Preference Shares, the relevant applicable terms and conditions of such Transfer.

7.4.1 Within 15 (fifteen) days from the reception of this notification, the holder of Preference Share(s) can exercise its right to buy such Shares.

7.4.2 In the case where the holder of Preference Share(s) is interested to buy said Shares, it will notify its intention by way of written notice which shall be deemed sufficient upon delivery, when delivered personally or by overnight courier or sent by facsimile, or five (5) days after having been sent by registered or certified mail, return receipt requested, postage prepaid, and addressed to the relevant holder of Securities (hereafter the “Acceptance Notice”).



7.4.3 The Acceptance Notice shall constitute the binding agreement of the Seller and the buyer to respectively sell and purchase the package of Shares of the Seller.

7.5 In the event that shareholders holding respectively, in the aggregate, at least (i) fifty per cent (50%) of the Preference Shares as a single class and (ii) until July 31, 2016 only, fifty per cent (50%) of the Ordinary Shares (the "Selling Holders") approve in writing an offer for all the Securities, from a third party which is not an Affiliate of a Selling Holder (the "Acquirer"), specifying that this Article 7.5 shall apply to such Transfer, the Selling Holders shall have the right to require all other holders of Securities to Transfer all their Securities to such Acquirer, on the same terms on which the Selling Holders carry out the Transfer of all the Securities held by them (the "Drag Along Right"), provided that notwithstanding anything to the contrary in this Article 7.5, the total proceeds for the Transfer shall be allocated in accordance with the provisions of Article 6.8.8.

7.5.1 The Selling Holders may exercise the Drag Along Right by giving each of the holders of Securities a written notice (a "Call Notice") at least fifteen (15) days prior to the date of the proposed closing of such Transfer, which Call Notice shall specify that this Article 7.5 shall apply to such Transfer, set forth the price and other terms on which all such Securities are to be Transferred to the Acquirer in the context of such Transfer, the identity of the Acquirer and the date of the proposed closing (which shall not be earlier than fifteen (15) days following the date of such Call Notice) with respect to such Transfer.

7.5.2 Upon receipt of a Call Notice, each holder of Securities shall become obligated to Transfer, along with the Selling Holders, in the context of such Transfer the number of Securities determined according to the foregoing and set forth in the Call Notice to the Acquirer at such closing and, if such transaction requires shareholders' approval, to vote (in person, by proxy or by action by written consent, as applicable, for an ordinary or extraordinary meeting of shareholders, as applicable) with respect to all Shares that such holder of Securities owns or over which such holder of Securities otherwise exercises voting power in favor of, and adopt, such Transfer (together with any related amendment to the present Articles required in order to implement such Transfer) and to vote in opposition to any and all other proposals that could reasonably be expected to delay or impair the ability of the Selling Holders to consummate such Transfer.

7.5.3 The Transfer shall be conditional upon delivery:

(a) to each holder of Securities: in case of a Sale with a cash payment, of a bank check (or any document evidencing a wire transfer) in an amount equal to the purchase price of the Securities Transferred by such holder or, in case the Sale's price is paid in consideration other than cash, of the relevant consideration, in both cases determined in accordance with the provisions of Article 6.8.8;

(b) to the Acquirer: of any document duly completed and executed, requesting the Company to record the Transfer of the relevant Securities to the Acquirer.

7.6 Any transfer or attempted Transfer made or attempted to be made in violation of the provisions of these Articles and/or the provisions contained in any Shareholder's Agreement, shall not be recognised by the Company and shall not be inscribed in the register of shareholders and in any other register of holders of Securities.

#### **Art. 8. Shareholders meetings of the Company.**

8.1 Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders of the Company. The meeting has the broadest powers to do or ratify all acts in relation to the Company.

8.2 Notices of the meeting will be in the form and within the period of time prescribed by the Law. Any director may convene the shareholders' meetings of the Company.

8.3 The annual general meeting of the shareholders of the Company will be held, in accordance with the Law, at the registered office of the Company in Luxembourg or any other place of the municipality of the registered office indicated in the convening notice on the first Wednesday of the month of May at 2:30 p.m. If such a day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next following business day.

8.4 An extraordinary general meeting shall be convened at the request in writing of shareholders representing ten per cent (10%) of the share capital.

#### **Art. 9. Convening notices, quorum, proxies.**

9.1 The quorum and convening requirements set forth by the Law shall apply to any convening notices and shareholders' meeting of the Company, subject to the terms of the present Articles.

9.2 Each share entitles to one vote.

9.3 Unless otherwise provided for herein or by the Law and without prejudice to Article 11.10 resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes of those present or represented and voting.

9.4 Any extraordinary general meeting convened in order to amend these Articles may validly deliberate if at least half of the share capital is represented and the agenda contains the proposed statutory amendments. In case the quorum is not met, a second meeting may be convened in the forms and time prescribed by the Law. Unless otherwise provided for herein or by the Law and without prejudice to Article 11.10, decisions to amend the Articles shall be validly taken by at least two-thirds of the votes cast.

9.5 The following decisions shall require the prior approval or affirmative vote of the holders of Preference Shares, holding in the aggregate fifty-five per cent (55%) of the Preference Shares:

(a) any issue of new Shares or other instruments (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation;

(b) any implementation of a Liquidation Event other than compulsory liquidation;

(c) any payment of dividends or other distributions of equity items (*postes de fonds propres*);

(d) any increase or decrease in the number of Class A Preference Shares or the number of Class B Preference Shares (except by means of conversion of existing Class A Preference Shares and Class B Preference Shares);

(e) any redemption or purchase of shares and/or other securities;

(f) any decision to enter into major strategic alliances, including but not limited to a merger or demerger or any reorganisation of the share ownership of the Company or a subsidiary, involving a party other than the Company and the subsidiaries;

(g) any other amendment to these Articles other than the relocation of the Company's registered office within the Grand Duchy of Luxembourg.

9.6 The following decisions shall require the approval of the shareholders holding, in aggregate, more than fifty per cent (50%) of Class B Preference Shares, including the affirmative vote of the group II financial investor (as may be specified in any Shareholder's Agreement):

(a) any issue of new securities (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Class B Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation;

(b) in the event of a Sale or Liquidation Event: the assessment of the Class B Preference Shares' Adjusted Conversion Rate;

(c) any merger, (partial) demerger, (partial) contribution of assets, contribution or transfer of a branch of activities of the Company or a subsidiary as well as any acquisition or divestment of shares or assets outside the ordinary course of business.

9.7 The following decisions shall require the prior approval or affirmative vote of the shareholders holding, in the aggregate, more than fifty per cent (50%) of the Class C Preference Shares:

(a) any issue of new shares or other instruments (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of such securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Class C Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation;

(b) in the event of a Sale or Liquidation Event: the assessment of the Class C Preference Shares' Adjusted Conversion Rate.

9.8 The following decisions shall require the approval of the shareholders holding, in aggregate, more than fifty per cent (50%) of the Class A Preference Shares, including the affirmative vote of the group I financial investors (as may be specified in any Shareholder's Agreement):

(a) without prejudice to the issue of new Class B Preference Shares as a result of the exercise of Warrants or pursuant to the conversion of Ordinary Shares or Class A Preference Shares in accordance with the provisions of any investment agreement, any Shareholder's Agreement, any issue of new securities (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Class A Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting rights ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation;

(b) in the event of a Sale or Liquidation Event: the assessment of the Class A Preference Shares' Adjusted Conversion Rate;

(c) any merger, (partial) demerger, (partial) contribution of assets, contribution or transfer of a branch of activities of the Company or a subsidiary as well as any acquisition or divestment of shares or assets outside the ordinary course of business.

9.9 The following decisions shall require the approval of the holders of Preference Shares applicable to the respective sub-class of Preference Shares (as the case may be):

(a) as applicable to holders of Class B Preference Shares: any (xx) issue of new securities (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Class B Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation; or (yy) alteration or amendment of the preferences, privileges or rights of Class B Preference Shares; or (zz) any new issue of Class B Preference Shares;

rence Shares (excluding, for the avoidance of doubt such issues upon exercise of existing instruments or conversion of existing Class B Preference Shares);

(b) as applicable to holders of Class C Preference Shares: any (xx) issue of new securities (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing instruments (other than the Preference Shares) which may result in such instruments ranking *pari passu* with or senior to Class C Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting rights ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation; or (yy) alteration or amendment of the preferences, privileges or rights of Class C Preference Shares; or (zz) any new issue of Class C Preference Shares (excluding, for the avoidance of doubt such issues upon exercise of existing instruments or conversion of existing Class C Preference Shares); and

(c) as applicable to holders of Class A Preference Shares: any (xx) issue of new securities (whether or not convertible into Shares) and any reclassification of existing securities (other than the Preference Shares) which may result in such securities ranking *pari passu* with or senior to Class A Preference Shares with respect to voting rights (other than the voting rights ranking equally with Ordinary Shares) dividends, repurchase, conversion or liquidation; or (yy) alteration or amendment of the preferences, privileges or rights of Class A Preference Shares; or (zz) any new issue of Class A Preference Shares (excluding, for the avoidance of doubt such issues upon exercise of existing instruments or conversion of existing Class A Preference Shares).

9.10 Any amendment with respect to the nationality of the Company will be approved by the unanimous vote of the shareholders and the bondholders to the extent permitted by the Law.

9.11 Each shareholder may participate in the general meeting of shareholders of the Company by appointing in writing, in original, telefax, cable, telegram or telex, another person as his proxy, who need not be shareholder.

9.12 Any shareholder may participate in general meetings of shareholders of the Company by conference call or any other similar means of communication permitting to all persons taking part in the meeting to hear each other, to speak with each other and validly deliberate; a participation by such means being equivalent to a meeting held in person.

9.13 In the event all the shareholders of the Company are present or represented at a general meeting of shareholders of the Company, and declare having been duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting will be held without convening notice.

#### **Art. 10. Administration.**

10.1 The Company will be managed by a board of directors composed of a maximum of thirteen (13) members, who need not be shareholders of the Company. The directors are elected for a term not exceeding six years and may be re-elected.

10.2 The directors are appointed by the general meeting of the shareholders of the Company.

10.3 The holders of Ordinary Shares, exclusively and as a separate class of shareholders, subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder's Agreement, will be entitled to propose to the general meeting of shareholders of the Company a list of candidates for election of directors of the Company for six (6) directors (the "Ordinary Directors"). Any Ordinary Director may be revoked without cause by decision of the general meeting of shareholders of the Company, provided that a majority of holders of Ordinary Shares vote in favour of such a revocation. In the event of a vacancy in the office of an Ordinary Director, the office will remain vacant until the holders of Ordinary Shares, exclusively and a separate class of shareholders, propose a list of candidates to fulfil that vacancy.

10.4 A majority of holders of Class A Preference Shares, subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder's Agreement, will be entitled to propose to the general meeting of shareholders one (1) candidate for election (the "A Investor Director"). The A Investor Director may be revoked without cause by decision of the general meeting of shareholders of the Company, provided that a majority of holders of Class A Preference Shares votes in favour of such a revocation. In the event of vacancy in the office of the A Investor Director, it will remain vacant until the holders of Class A Preference Shares propose to the general meeting of shareholders of the Company a new candidate to fulfil that vacancy.

10.5 A majority of holders of Class B Preference Shares, subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder's Agreement, will be entitled to propose to the general meeting of shareholders one (1) candidate for election (the "B Investor Director"). The B Investor Director may be revoked without cause by decision of the general meeting of shareholders of the Company, provided that a majority of holders of Class B Preference Shares votes in favour of such a revocation. In the event of vacancy in the office of the B Investor Director, it will remain vacant until the holders of Class B Preference Shares propose to the general meeting of shareholders of the Company a new candidate to fulfil that vacancy.

10.6 A majority of holders of Class C Preference Shares, subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder's Agreement, will be entitled to propose to the general meeting of shareholders one (1) candidate for election (the "C Investor Director"). The C Investor Director may be revoked without cause by decision of the general meeting of shareholders of the Company, provided that a majority of holders of Class C Preference Shares votes in favour of such a revocation. In the event of vacancy in the office of the C Investor Director, it will remain vacant until the holders of Class C Preference Shares propose to the general meeting of shareholders of the Company a new candidate to fulfil that vacancy.



10.7 All shareholders together (owners of Ordinary and Preference Shares) will be entitled to propose to the general meeting of shareholders a list of candidates for election of four (4) directors (the “Independent Directors”), among which at least one shall be a Luxembourg resident. The Independent Directors may be revoked without cause by decision of the general meeting of shareholders of the Company, provided that a majority of shareholders votes in favour of such a revocation. In the event of vacancy in the office of an Independent Director, it will remain vacant until the shareholders propose to the general meeting of shareholders of the Company a list of candidates to fulfil that vacancy.

10.8 Subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder’s Agreement, if a vacancy is created by the resignation, death, removal or disqualification of a Director, that vacancy shall be filled as soon as practicable by a new Director, appointed among the nominees of those shareholder(s) who had nominated the former Director in accordance with the above. Such shareholder(s) shall present a new Director within no more than twenty (20) days as from the first day of such vacancy, and each other shareholder who may be a party to any Shareholder’s Agreement, shall promptly vote its Shares (and any such Shares held in trust over which they have voting power) to elect that nominee to the board of directors. In the event of any vacancy due to the death, disability, resignation or removal of an Investor Director, no Major Decision (as defined below) may be taken by the Company or any subsidiary until such Investor Director is replaced, unless the shareholder(s) fails to present its nominee within the aforementioned twenty (20)-day period.

10.9 The board of directors of the Company may, at its discretion, but subject to the limitations that may be set forth any Shareholder’s Agreement, establish a compensation committee to review the terms and amount of any compensation to be paid to company officers or directors or employees of the Company or of any of its subsidiaries, and/or an audit committee to review accounting, controls, and audit issues.

10.10 The board of directors of the Company may, at its discretion, but subject to the limitations that may be set forth in any Shareholder’s Agreement, appoint observers from time to time.

#### **Art. 11. Meetings of the board of directors of the Company.**

11.1 The board of directors of the Company shall elect a chairman among its members and shall appoint a secretary, who need not be director, in which case he shall not have any voting right, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and of the general meetings of shareholders of the Company.

11.2 The meetings of the board of directors of the Company will be convened by the chairman of the board of directors of the Company or by any two directors at the place indicated in the convening notice which will be in principle in Luxembourg.

11.3 Written notice of any meeting of the board of directors of the Company will be given by e-mail to each director at least seven (7) days before the date scheduled for the meeting, except in the case of an emergency, in which event the nature of the emergency will be briefly mentioned in the convening notice of the relevant meeting, in which case the notice period shall be reduced to twenty-four (24) hours’ prior notice.

11.4 This notice may be omitted in the event that all members of the board of directors of the Company are present or represented at a meeting and they declare having been duly informed of the agenda of the meeting. Written notice may also be omitted in case of assent of all board members of the Company in writing, in original, by facsimile, cable, telegram or telex. A special notice will not be required for a board meeting to be held at a time and place determined in a prior resolution adapted by the board of directors.

11.5 Any board member may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing in writing, in original, by facsimile, cable, telegram or telex another director as his proxy.

11.6 Any director may attend a meeting of the board of directors of the Company by telephone conference or any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear each other, to speak with one another and to validly deliberate. Participation in a meeting by these means is equivalent to participating in person at the meeting.

11.7 A director may not represent more than one of his colleagues.

11.8 The quorum required for any meeting of the board of directors upon first summons (convocation) shall include at least half of its directors including at least (i) the B Investor Director, (ii) the A Investor Director and either the C Investor Director or Mr. Loïc Soubeyrand (if then in office). Should the quorum not be met at a first meeting regularly called, a new meeting shall be held no less than seven (7) days after the first meeting with the same agenda, at which no quorum shall be required, except as may be provided by applicable law. Should a Director not be able to attend a board meeting, then the Company will promptly supply to that Director all additional documents remitted to the attendants.

11.9 Without prejudice to Article 11.10 below, decisions of the board of directors are validly taken by the approval of the majority of the votes of the directors present or represented at a meeting. In the case of a tied vote, the chairman has no casting vote.

11.10 Any decision listed below (the “Major Decisions”) shall require the prior approval of the board of directors with the affirmative vote of directors holding, in aggregate, seventy-five per cent (75%) of the voting rights of directors attending the concerned board meeting (and able to vote) including the affirmative vote of either the A Investor Director or the B Investor Director (the “Board Qualified Majority”):

- (i) approval of the annual budget or business plan or of any amendment thereto;

(ii) any unbudgeted expenditures in excess of individually two hundred fifty thousand euros (EUR 250,000) or which aggregate amount exceeds one million euros (EUR 1,000,000) per fiscal year;

(iii) any loans or bank facilities (including credit lines and overdraft facilities but excluding inter-company loans between companies of the group), not provided for in the annual budget and exceeding, in the aggregate, five hundred thousand euros (EUR 500,000);

(iv) any acquisition or sale or pledge of assets by the Company or a subsidiary, not in the ordinary course of business of the Company or such a subsidiary, with a value of more than two hundred fifty thousand euros (EUR 250,000) individually;

(v) any sale, transfer or license of the Company's or of a subsidiary's intellectual property rights (except between companies of the group), not in the ordinary course of business of the Company or such a subsidiary;

(vi) determining the securities to be granted to employees, consultants and directors of the Company and its subsidiaries, including by Transfer of securities held by the Company;

(vii) any other issue of securities including issues authorised under the authorised share capital of the Company as set forth in Article 5.2 to 5.7;

(viii) setting up, voluntary liquidation (liquidation amiable) or winding up of a subsidiary;

(ix) appointment, recruitment or dismissal, and compensation of any employee whose gross aggregate compensation equals or exceeds one hundred seventy thousand euros (EUR 170,000) or of any member of the management committee (if any) and any material change to such compensation;

(x) declaring or paying any dividend or making any other distribution of any kind, on Shares;

(xi) changing the line of business of the Company or a subsidiary;

(xii) unless otherwise stipulated in any Shareholder's Agreement, selecting and/or commissioning an investment bank or a person engaged in such a line of business with a view to initiating or implementing a Sale or an IPO, and implementing any preparatory action (including the conduct of the negotiation process) to be taken in view of a Sale or an IPO;

(xiii) any transaction between the Company or a subsidiary and a key person (as may be set forth in any Shareholder's Agreement) or any affiliate or relative of such key person, or any person holding more than one per cent (1%) of the share capital or voting rights of the Company or a subsidiary, and any material change to such transaction;

(xiv) approval of the exercise by the Company of any call option for a purchase price in excess of fifty thousand euros (EUR 50,000) individually or of two hundred fifty thousand euros (EUR 250,000) per fiscal year;

(xv) appointment of any new observers.

Any of the thresholds mentioned in this Article 11.10 may be amended by the board of directors once a year at the Board Qualified Majority.

11.11 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed in writing, provided that any such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this Article 11. Any such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each director of the Company (circular resolution) in accordance with article 12.3. The date of the resolution shall be the date of the last signature.

11.12 The board of directors may also, in all circumstances unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing. Such resolutions, signed by each board member in accordance with article 12.3, will be as valid and will have the same effect as resolutions passed at a meeting duly convened and held. The handwritten or electronic signatures may appear on one document or several physical or electronic copies of the same documents by letter, cable, facsimile, telex or any other mean.

#### **Art. 12. Minutes of the meetings of the board.**

12.1 The minutes of the meetings of the board of directors of the Company will be signed by the members present at the relevant meetings, in the manner provided by article 12.3.

12.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed and certified by the chairman of the board of directors of the Company or by any other person duly appointed, in the manner provided by article 12.3.

12.3 The directors of the Company may sign minutes of the meetings of the board of directors of the Company or circular resolutions of the Company by (i) handwritten signature or (ii) electronic signature. The electronic signature shall have the same value as a handwritten signature pursuant to article 1322-1 of the Luxembourg Civil Code. The Company shall provide each director of the Company with a certificate issued by either (a) an approved certification service provider (prestataire accrédité de service de certification) complying with the law of 14 August 2000 on electronic commerce as amended or any law or regulation amending or replacing this law, or (b) a certificate issued by a certification service provider offering the same level of services than an approved certification service provider described under (a) above.

**Art. 13. Powers of the board of directors of the Company.** The board of directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or to have performed all acts of disposal or administration in the interest of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or these Articles to the general meeting of shareholders will be within the competence of the board of directors of the Company.

**Art. 14. Delegation of powers.** The board of directors of the Company may delegate all or any part of its day-to-day management to a director or any other third party, who need not be shareholder.

**Art. 15. Binding signatures.** The Company will be validly bound in all circumstances vis-à-vis third parties by the joint signature of any two directors or by the sole signature of any other person to whom such signature powers shall have been delegated by the board of directors of the Company, within the limits, however, of the powers conferred upon them.

**Art. 16. Conflicts of interest.**

16.1 No contract or other transactions between the Company and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in or is a director, officer or employee of any such other corporation or entity.

16.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with that other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3 In the event that any director of the Company shall have a personal interest in any transaction of the Company submitted to the vote of the board of directors, conflicting with the interest of the Company, that director or officer shall make known to the board of directors the personal conflicting interest and shall not deliberate or vote on that transaction. Any such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

**Art. 17. Supervisory auditors.**

17.1 The operations of the Company shall be supervised by one or more supervisory auditors. The supervisory auditor (s) shall be appointed for a term not exceeding six (6) years and may be re-elected.

17.2 The supervisory auditor(s) shall be appointed by the general meeting of the shareholders of the Company, which will fix their number, remuneration and term of their mandate. The supervisory auditor(s) in office may be revoked at any time, with or without cause, by the general meeting of shareholders of the Company.

**Art. 18. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> January of each year and shall terminate on 31<sup>st</sup> December of each year.

**Art. 19. Allocation of profits.**

19.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be mandatory if, and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5 above.

19.2 The general meeting of shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and shall decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits to corporate object and policy of the Company and in accordance with the provisions of the Articles and of any Shareholder's Agreement.

19.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the board of directors of the Company and they may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors of the Company. The board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down by the law.

**Art. 20. Dissolution and liquidation.**

20.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adapted in the manner provided for amendment of these Articles.

20.2 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders of the Company deciding such a liquidation. This general meeting of shareholders of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

20.3 In the case of liquidation, one all debts and liabilities of the Company settled, the remaining assets of the Company will be distributed pursuant to the provisions of Articles 6.7.3. and 6.8.8. of these Articles.

**Art. 21. Definitions.** The terms defined in these Articles shall have the following meaning:

“Affiliate” means, with respect to any specified Person, any other Person who or which, directly or indirectly, controls (within the meaning of Articles 309 and following of the Luxembourg Company Law of August 10, 1915 as amended from time to time in relation to commercial companies), is controlled by, or is under common control of such specified Person; for any venture capital or similar investment fund, “Affiliate” shall include any other such fund, including partnerships that have common or Affiliated general partners, managing members or managers.

“B1 Warrants” means the ratchet warrants held by the holders of Class B1 Preference Shares.

“B2 Warrants” means the ratchet warrants held by the holders of Class B2 Preference Shares.

“Class A Preference Shares” means the Class A1 Preference Shares and the Class A2 Preference Shares.

“Class B Preference Shares” means the Class B1 Preference Shares and the Class B2 Preference Shares.

“Class C Preference Shares” means the Class C Preference Shares.

“Fully Diluted Basis” means the total number of Shares issued or to be issued by the Company assuming the conversion into Shares of all existing, outstanding and convertible Securities (other than B1 Warrants and B2 Warrants which may be issued from time to time).

“Future Teads Shares” means any new share to be issued by the Company’s subsidiary Teads Technology SAS, a French société par actions simplifiée, having its registered office at 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France (or any subsequent registered office), registered at the trade and companies registry (registre du commerce et des sociétés) of Montpellier, France, under the number 532 677 473 (or any subsequent register or registration number).

“Issue Price” means the nominal value plus share premium paid by the relevant shareholder at the time of the issue of the relevant Preference Shares.

“IPO” means the first listing (cotation) of all or part of the Shares on any regulated main market of the European Union, or on the Nasdaq National Market or the New York Stock Exchange of the State of New York.

“Liquidation Event” means an event which is or may result in (i) a liquidation, voluntary or not, or a dissolution of the Company, (ii) the sale, transfer or disposal of all or a substantial part of the Substantial Assets and/or business of the group of companies to which the Company belongs, or (iii) a merger of the Company with any other company or any other restructuring (e.g. a contribution of Securities in exchange for new shares of another company) pursuant to which the Company is not the surviving entity and the shareholders do not hold, in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the share capital and voting rights of such surviving entity.

“New Founders” means Loic Soubeyrand and Loic Jaurès.

“New Founder Warrants” means the seven thousand (7,000) Warrants in the aggregate issued on the date of any Shareholder’s Agreement, and to be granted to, and subscribed for, by the New Founders, at a subscription price of five euros and forty-seven cents (EUR 5.47) per new Warrant and giving each the right to subscribe for one (1) Class A Ordinary Share at a subscription price of three hundred forty-two euros and fifteen cents (EUR 342.15) per Class A Ordinary Share (subject to adjustment in case of any subsequent stock split, grouping or similar transaction).

“Person” means any individual, firm, corporation, partnership, association, limited liability company, trust or any other legal entity.

“Preference Shares” means Class A Preference Shares, the Class B Preference Shares and the Class C Preference Shares and the Ordinary Shares issued upon conversion of such Class A Preference Shares and Class B Preference Shares.

“Sale” means the Transfer of a number of instruments such that, as a result of that Transfer, the transferee(s) (including its Affiliates as the case may be) would hold, immediately or on a due date more than fifty per cent (50%) of the Shares and/or of the voting rights of the Company on a fully diluted basis.

“Securities” means, now and in the future: (i) the Shares, (ii) the Warrants, (iii) the securities or other rights entitling their holders, immediately or in the future, to subscribe or otherwise acquire or be granted Shares, (iv) the subscription rights attached to the Shares or other securities of the Company, and (v) any rights to receive free Shares or securities.

“Seller(s)” means (a) shareholder(s) selling its Shares.

“Shareholders’ Agreement” means any shareholder’s or similar agreement entered into from time to time on or after 29 April 2014 between some or all of the shareholders of the Company in respect of the Company.

“Shares” means the Ordinary Shares and the Preference Shares and generally any shares issued from time to time by the Company, irrespective of their class, and representing its share capital.

“Strategic Investor” means TF1, a société anonyme existing under the laws of France and having its registered office at 1, quai du Point du Jour, 92.656 Boulogne Billancourt, France.

“Substantial Assets” means any asset representing a significant part of the group’s property either given its value or its decisive impact either on the actual or potential projects of the group or for the purpose of the conduct of the group’s businesses as then conducted.

“Transfer” means any transaction, including a promise or undertaking to transact or the grant of collateral, with or without consideration, whether voluntary or court-ordered or by way of law, which might alter now or in the future, directly or indirectly, the share ownership of and/or the voting rights in the Company, by way of a transfer (sale, loan, contribution, donation, partition, exchange, auction or any other means), exercise, conversion (except for the conversion of Preference Shares into Ordinary Shares) or stripping of the Shares, or by any other means, of the ownership of Securities (“propriété”, “nue-propriété”, “usufruit”), or of any rights over any instrument (including any voting or dividend rights), including but not limited to gratuities, partial contributions of assets, mergers, de-mergers, or any combination of these methods of transfer of ownership). The use of the verb “transfer” or “Transfer” means the action of performing a “Transfer”.

“Warrants” means warrants which may be issued by the Company from time to time each giving the right to subscribe a number of Shares at a certain exercise price.

### Seventh resolution

The meeting resolved to acknowledge the resignation of Mr. Gilles Moncaubeig with immediate effect.

The meeting resolved to appoint the following persons as additional members of the board of directors with immediate effect and until the annual general meeting of the shareholders to be held in 2017:

- Mr. Jean-Marc Patouillaud, born in Suresnes, France, on 12 February 1958, residing at 18, avenue de messine, F-75008 Paris, France;

- Mr. Loïc Soubeyrand, born in Montpellier, France, on 2 March 1986, residing at 42, rue Pauline Borghèse, F-92200 Neuilly-sur-Seine, France;

- Mr. Pascal Gauthier, born in Longjumeau, France, on 26 June 1976, residing at 24, rue vieille du temple, F-75004 Paris, France; and

- Mr. Anthony Rhind, born in York, United Kingdom, on 22 June 1971, residing at 16 Willow Bridge Road, London, N1 2LA, United Kingdom.

### Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above are estimated at EUR 5,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing (except for the conclusion of the report of RSM Audit Luxembourg, which is drafted in French).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Ebuzzing, une société anonyme, dont le siège social est situé au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.995 (la «Société»), et constituée le 20 janvier 2006 sous la dénomination de «Wikio Luxembourg» par acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 878 du 4 mai 2006. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 6 novembre 2013 par une décision du conseil d'administration de la Société suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, précité, du 25 novembre 2013, publié au Mémorial numéro 296 du 1<sup>er</sup> février 2014.

L'assemblée était présidée par Paul Florin, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a nommé comme secrétaire Alexandre Rischard, juriste, demeurant à Luxembourg et comme scrutateur Alexandre Rischard, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, figurent sur la liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur, les mandataires et le notaire soussigné. Cette liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

2. Il appert de la liste de présence que sur toutes les actions émises dans la Société, soit (i) deux cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quinze (262.895) Actions Ordinaires divisées en (x) deux cent cinquante-quatre mille six cent treize (254.613) Actions Ordinaires de Classe A et (y) huit mille deux cent quatre-vingt-deux (8.282) Actions Ordinaires de Classe B, et (ii) cent dix-sept mille cent trente-huit (117.138) Actions Préférentielles divisées en (x) soixante-deux mille trois cent vingt (62.320) Actions Préférentielles de Classe A, elles-mêmes divisées en (a) quarante-six mille soixante-dix (46.070) Actions Préférentielles de Classe A1 et (b) seize mille deux cent cinquante (16.250) Actions Préférentielles de Classe A2, et (y) cinquante-quatre mille huit cent dix-huit (54.818) Actions Préférentielles de Classe B, elles-mêmes divisées en (a) trente-six mille cinq cent trente-trois (36.533) Actions Préférentielles de Classe B1 et (b) dix-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq (18.285) Actions Préférentielles de Classe B2, (i) 253.591 Actions Ordinaires, dont (x) 251.931 Actions Ordinaires de Classe A, et (y) 1.660 Actions Ordinaires de Classe B, et (ii) 117.138 Actions Préférentielles, dont (x) 62.320 Actions Préférentielles de Classe A (dont (a) 46.070 Actions Préférentielles de Classe A1 et (b) 16.250 Actions Préférentielles de Classe A2) et (y) 54.818 Actions Préférentielles de Classe B (dont (a) 36.533 Actions Préférentielles de Classe B1 et (b) 18.285 Actions Préférentielles de Classe B2) sont dûment représentées à la présente assemblée générale, de sorte que 97,55 % du capital social émis et des actionnaires de la Société sont représentés à la présente assemblée et déclarent avoir eu pleine connaissance de son ordre du jour.

3. Toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis envoyés à toutes les actionnaires par lettre recommandée en date du 18 avril 2014.



4. Il appert de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

1. Reclassification de l'ensemble des Actions Ordinaires de Classe B émises en Actions Ordinaires de Classe A en conséquence de la réalisation de tous les droits attachés aux Actions Ordinaires de Classe B; classification de l'ensemble des Actions émises en deux classes, pour les besoins de l'article 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, avec les Actions Ordinaires d'une part et les Actions Préférentielles d'autre part (les sous-classes d'Actions Ordinaires et d'Actions Préférentielles (respectivement) n'étant pas considérées comme des classes d'actions pour les besoins de cette disposition); création d'une sous-classe supplémentaire d'Actions Ordinaires, à savoir les actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»), et d'une nouvelle sous-classe d'actions préférentielles, à savoir les actions préférentielles de classe C (les «Actions Préférentielles de Classe C»), assorties des droits et obligations énoncés dans les statuts modifiés et refondus de la Société (les «Statuts»); augmentation du capital social émis de la Société d'un montant d'un million deux cent vingt-quatre mille quatre cents euros (1.224.400 EUR) pour le porter à dix millions sept cent vingt-cinq mille deux cent vingt-cinq euros (10.725.225 EUR) par l'émission de (i) vingt-huit mille quatre cent quarante et une (28.441) nouvelles Actions Ordinaires de Classe C d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de six millions quatre cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et soixante et onze centimes (6.436.482,71 EUR) et (ii) vingt mille cinq cent trente-cinq (20.535) nouvelles Actions Préférentielles de Classe C, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de quatre millions douze euros et soixante-cinq centimes (4.000.012,65 EUR); souscription des nouvelles actions ainsi émises et paiement du prix de souscription par l'apport en nature de douze mille cent cinquante et une (12.151) actions ordinaires et huit mille sept cent soixante-treize (8.773) actions privilégiées de Teads Technology SAS, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 532 677 473 par les actionnaires actuels de Teads Technology SAS; acquiescement d'un rapport préparé par RSM Audit Luxembourg, réviseur d'entreprises agréé, sur la valeur de l'apport en nature et approbation de l'évaluation totale de l'apport en nature à dix millions quatre cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-quinze euros et trente-six centimes (10.436.495,36 EUR); renonciation par les actionnaires existants de la Société à tout droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'émission des nouvelles Actions Ordinaires de Classe C et des nouvelles Actions Préférentielles de Classe C; affectation (i) d'un montant égal à la valeur nominale des Actions Ordinaires de Classe C nouvellement souscrites et des Actions Préférentielles de Classe C nouvellement souscrites au compte du capital social de la Société, (ii) du solde du prix total de souscription des nouvelles Actions Ordinaires de Classe C au compte de la prime générale d'émission librement distribuable de la Société et (iii) du solde du prix total de souscription des nouvelles Actions Préférentielles de Classe C à la prime d'émission de la Société distribuable uniquement aux détenteurs des Actions Préférentielles de Classe C conformément à l'article 5.10 des Statuts.

2. Modification et augmentation du capital social autorisé non-émis de la Société afin de le porter de son montant actuel de quatre millions trois cent soixante-sept mille huit cents euros (4.367.800 EUR) à quatre millions huit cent soixante-dix mille deux cent cinquante euros (4.870.250 EUR) représenté par (i) cent soixante et onze mille neuf cent soixante-dix-sept (171.977) Actions Ordinaires de Classe A, (ii) treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C, (iii) cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de toute sous-classe) et (iv) quatre mille cinq cents (4.500) Actions Préférentielles de Classe B (de toute sous-classe), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune; renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital social de la Société dans les limites du capital social autorisé non-émis de la Société pour une durée de cinq ans à compter de la publication des modifications des Statuts par l'assemblée telles que prévues par le présent acte; acquiescement d'un rapport préparé par le conseil d'administration de la Société conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sur le prix et les conditions auxquels les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe C, les Actions Préférentielles de Classe A (de toute sous-classe) et les Actions Préférentielles de Classe B (de toute sous-classe) peuvent être émises conformément au capital social autorisé non-émis, lesdites émissions étant effectuées sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants; et en ce qui concerne la décision de renoncer à, supprimer et autoriser le conseil d'administration de la Société à supprimer tout droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de la Société dans les limites du capital social autorisé non-émis.

3. Acquiescement et approbation de nouveaux bons de souscriptions d'actions à émettre par la Société octroyant le droit de souscrire aux Actions Ordinaires de Classe A aux conditions générales fixées par le conseil d'administration de la Société.

4. Changement de la dénomination sociale de la Société en «Ebuzzing and Teads», modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société tel qu'énoncé dans les Statuts modifiés et refondus tels qu'annexés aux procurations pour l'assemblée.

5. Augmentation du nombre d'administrateurs de la Société.

6. Modification et refonte des Statuts afin de refléter les modifications apportées au capital social ci-dessus, de refléter le changement de dénomination sociale, de refléter la modification et l'augmentation du capital social autorisé non-émis, d'augmenter le nombre d'administrateurs, de refléter certaines restrictions sur le transfert d'actions dans la Société, de

refléter certaines modifications apportées aux droits de conversion des détenteurs d'Actions Préférentielles, de refléter la modification de la préférence et des rangs en cas de vente, d'opération de liquidation ou d'introduction en bourse de tout ou partie des actions de la Société, de refléter la possibilité pour le conseil d'administration de nommer des observateurs, ainsi que les autres modifications y énoncées, substantiellement sous la forme annexée aux procurations pour l'assemblée.

7. Nomination de M. Jean-Marc Patouillaud, M. Loïc Soubeyrand, M. Pascal Gauthier et M. Anthony Rhind, en tant que nouveaux administrateurs supplémentaires de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société devant se tenir en 2017.

Après délibération, l'assemblée a adopté les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée a constaté que le dividende privilégié attaché aux Actions Ordinaires de Classe B en vertu de l'article 6.7.6.1 des Statuts a été dûment payé par la Société. Les droits des détenteurs des Actions Ordinaires de Classe B étant désormais exactement les mêmes que ceux des Actions Ordinaires de Classe A, l'assemblée a décidé de reclassifier l'ensemble des Actions Ordinaires de Classe B émises en Actions Ordinaires de Classe A et a chargé tout membre du conseil d'administration de la Société de mettre à jour le registre des actionnaires en conséquence.

L'assemblée a décidé de classer l'ensemble des Actions émises en deux classes, pour les besoins de l'article 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, avec les Actions Ordinaires d'une part et les Actions Préférentielles d'autre part. L'assemblée a décidé que les sous-classes d'Actions Ordinaires (à savoir, les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe C) et d'Actions Préférentielles (à savoir les Actions Préférentielles de Classe A1, les Actions Préférentielles de Classe A2, les Actions Préférentielles de Classe B1 et les Actions Préférentielles de Classe B2) ne constituent pas de classes d'actions au sein des Actions Ordinaires ou des Actions Préférentielles, respectivement.

L'assemblée a décidé de créer une sous-classe supplémentaire d'Actions Ordinaires, à savoir les actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»), et une nouvelle classe d'Actions Préférentielles, à savoir les actions préférentielles de classe C (les «Actions Préférentielles de Classe C»), assorties des droits et obligations énoncés dans les Statuts modifiés et refondus énoncés dans les résolutions suivantes et dans tout éventuel pacte d'actionnaires ou accord similaire, conclu de temps à autre.

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant d'un million deux cent vingt-quatre mille quatre cents euros (1.224.400 EUR) pour le porter à dix millions sept cent vingt-cinq mille deux cent vingt-cinq euros (10.725.225 EUR) par l'émission de (i) vingt-huit mille quatre cent quarante et une (28.441) nouvelles Actions Ordinaires de Classe C d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de six millions quatre cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et soixante et onze centimes (6.436.482,71 EUR) et (ii) vingt mille cinq cent trente-cinq (20.535) nouvelles Actions Préférentielles de Classe C, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de quatre millions douze euros et soixante-cinq centimes (4.000.012,65 EUR) (les Actions Ordinaires de Classe C nouvellement émises et les Actions Préférentielles de Classe C nouvellement émises seront collectivement dénommées les «Nouvelles Actions»).

Les souscripteurs repris ci-dessous, chacun représenté par Paul Florin, précité, en vertu de procurations données sous seing privé (lesquelles procurations, après avoir été paraphées ne varietur par le bureau et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec celui-ci), ont chacun souscrit au nombre et à la classe de nouvelles Actions Ordinaires de Classe C et nouvelles Actions Préférentielles de Classe C indiquées à côté de leur nom ci-dessous et ont intégralement payé le prix global de souscription de ces Nouvelles Actions ainsi souscrites par l'apport en nature de douze mille cent cinquante et une (12.151) actions ordinaires et huit mille sept cent soixante-treize (8.773) actions privilégiées de Teads Technology SAS, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 532 677 473, assorties des droits et obligations y attachés, représentant ensemble 100 % du capital social émis de celle-ci, tel qu'énoncé ci-dessous.

L'assemblée a décidé d'accepter les souscriptions des Nouvelles Actions et le paiement du prix global de souscription de celles-ci par les souscripteurs par voie d'apports en nature composés de douze mille cent cinquante et une (12.151) actions ordinaires et huit mille sept cent soixante-treize (8.773) actions privilégiées de Teads Technology SAS comme suit:

Souscripteurs	Nouvelles Actions souscrites dans la Société	Prix total de souscription (y compris prime d'émission)	Apport en nature (actions dans Teads Technology SAS)
FCPR Partech International VI, représentée par procuration datée du 23 avril 2014 . . . .	15.207 Actions Préférentielles de Classe C	2.962.171,53 EUR	6.497 actions privilégiées

Loïc Soubeyrand, représenté par procuration datée du 25 avril 2014 . . . .	11.703 Actions Ordinaires de Classe C	2.648.505,93 EUR	5.000 actions ordinaires
Loïc Jaurès, représenté par procuration datée du 25 avril 2014 . . . .	11.703 Actions Ordinaires de Classe C	2.648.505,93 EUR	5.000 actions ordinaires
FCPR Elaia Alpha Fund, représentée par procuration datée du 28 avril 2014 . . . .	5.070 Actions Préférentielles de Classe C	978.585,30 EUR	2.166 actions privilégiées
Pierre de Grandmaison, représenté par procuration datée du 25 avril 2014	1.404 Actions Ordinaires de Classe C	317.739,24 EUR	600 Actions Ordinaires
Marc Geffroy, représenté par procuration datée du 22 avril 2014 . . . .	908 Actions Ordinaires de Classe C	205.489,48 EUR	388 actions ordinaires
Claude Plassard, représenté par procuration datée du 22 avril 2014 . . . .	908 Actions Ordinaires de Classe C	205.489,48 EUR	388 actions ordinaires
Pascal Gauthier, représenté par procuration datée du 27 avril 2014 . . . .	258 Actions Préférentielles de Classe C	50.255,82 EUR	110 actions privilégiées
Henri Chauvart, représenté par procuration datée du 23 avril 2014 . . . .	634 Actions Ordinaires de Classe C	143.480,54 EUR	271 actions ordinaires
Denis Jahan, représenté par procuration datée du 25 avril 2014 . . . .	454 Actions Ordinaires de Classe C	102.744,74 EUR	194 actions ordinaires
Cédric Léonard, représenté par procuration datée du 22 avril 2014 . . . .	272 Actions Ordinaires de Classe C	61.556,32 EUR	116 actions ordinaires
Jonathan Brami, représenté par procuration datée du 22 avril 2014 . . . .	272 Actions Ordinaires de Classe C	61.556,32 EUR	116 actions ordinaires
Jérôme Carrière, représenté par procuration datée du 28 avril 2014 . . . .	183 Actions Ordinaires de Classe C	41.414,73 EUR	78 actions ordinaires
Total . . . . .	28.441 Actions Ordinaires de Classe C et 20.535 Actions Préférentielles	10.436.495,36 EUR	12.151 actions ordinaires et 8.773 actions privilégiées

Le rapport émis par RSM Audit Luxembourg, réviseur d'entreprises agréé, daté du 28 avril 2014, sur la valeur de l'apport en nature a été acquiescé par l'assemblée. La conclusion de ce rapport est la suivante:



«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus et sur base des commentaires faits au point 4, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser qu'au moment de l'augmentation de capital, la valeur des 20.924 actions de la société Teads Technology S.A.S. (dont 12.151 actions ordinaires et 8.773 actions préférentielles) ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions de la Société émises en contrepartie, soit 28.441 actions C ordinaires d'une valeur nominale de EUR 25 et d'une prime d'émission d'EUR 201.31; et 20.535 actions C préférentielles d'une valeur nominale d'EUR 25 et d'une prime d'émission de EUR 169.79.»

Une copie dudit rapport restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci.

L'assemblée a décidé d'approuver la valeur de dix millions quatre cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-quinze euros et trente-six centimes (10.436.495,36 EUR) de l'apport en nature ainsi que l'émission des Nouvelles Actions. Les actionnaires existants acceptent de renoncer à leurs droits préférentiels de souscription dans le cadre de l'émission des nouvelles Actions Ordinaires de Classe C et des nouvelles Actions Préférentielles de Classe C.

L'assemblée a décidé (i) qu'un montant égal à la valeur nominale des Actions Ordinaires de Classe C nouvellement souscrites et des Actions Préférentielles de Classe C nouvellement souscrites serait affecté au compte du capital social de la Société, (ii) que le solde du prix total de souscription des nouvelles Actions Ordinaires de Classe C serait affecté au compte de la prime générale d'émission librement distribuable de la Société et (iii) que le solde du prix total de souscription des nouvelles Actions Préférentielles de Classe C serait affecté à la prime d'émission de la Société distribuable uniquement aux détenteurs des Actions Préférentielles de Classe C conformément à l'article 5.10 des Statuts.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée a décidé de modifier et d'augmenter le capital social autorisé non-émis de la Société afin de le porter de son montant actuel de quatre millions trois cent soixante-sept mille huit cents euros (4.367.800 EUR) à quatre millions huit cent soixante-dix mille deux cent cinquante euros (4.870.250 EUR) représenté par (i) cent soixante et onze mille neuf cent soixante-dix-sept (171.977) Actions Ordinaires de Classe A, (ii) treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C, (iii) cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de toute sous-classe) et (iv) quatre mille cinq cents (4.500) Actions Préférentielles de Classe B (de toute sous-classe), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

L'assemblée a ensuite décidé d'autoriser le conseil d'administration de la Société à augmenter le capital social émis de la Société dans les limites du capital social autorisé non-émis de la Société pour une durée de cinq ans à compter de la publication des présentes modifications apportées aux Statuts par l'assemblée tels qu'énoncés ci-dessous.

À la suite de quoi, l'assemblée a acquiescé le rapport préparé par le conseil d'administration de la Société daté du 18 avril 2014 conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sur le prix et les conditions auxquels les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe C, les Actions Préférentielles de Classe A (de toute sous-classe) et les Actions Préférentielles de Classe B (de toute sous-classe) peuvent être émises conformément au capital social autorisé non-émis, lesdites émissions étant effectuées sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants.

L'assemblée a également décidé dans ce cadre de renoncer à, supprimer et d'autoriser le conseil d'administration de la Société à supprimer tout droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de la Société dans les limites du capital social autorisé non-émis.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée a acquiescé et approuvé les nouveaux bons de souscription d'actions à émettre par la Société conférant le droit de souscrire à des Actions Ordinaires de Classe A aux conditions générales fixées par le conseil d'administration de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en «Ebuzzing and Teads» et de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société tel qu'énoncé dans la sixième résolution ci-dessous.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée a décidé de modifier l'article 10 des Statuts afin d'augmenter le nombre maximum d'administrateurs de la Société de dix (10) à treize (13).

#### *Sixième résolution*

L'assemblée a décidé de modifier les Statuts afin de refléter les résolutions ci-dessus et certaines autres dispositions de statuts de la Société, sans modifier l'objet social de la Société, notamment en ce qui concerne les modifications apportées au capital social ci-dessus, de refléter le changement de dénomination sociale, de refléter la modification et l'augmentation du capital social autorisé non-émis, d'augmenter le nombre d'administrateurs, de refléter certaines restrictions sur le transfert d'actions dans la Société, de refléter certaines modifications apportées aux droits de conversion des détenteurs d'Actions Préférentielles, de refléter la modification de la préférence et des rangs en cas de vente, d'opération de liquidation ou d'introduction en bourse de tout ou partie des actions de la Société, de refléter la possibilité pour le conseil d'administration de nommer des observateurs, et de refondre les Statuts dans leur intégralité comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme et dénomination.** Il est établi entre les parties comparantes et toutes les personnes qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme sous la dénomination de «Ebuzzing and Teads» (la «Société»). La Société sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par décision du conseil d'administration de la Société. Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale.

2.2 Par décision du conseil d'administration, la Société peut avoir des filiales, bureaux, succursales ou sièges administratifs, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.3 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, notwithstanding le transfert provisoire de son siège, restera une société luxembourgeoise.

2.4 Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance de toute partie intéressée par les organes exécutifs de la Société ayant les pouvoirs d'engager la Société dans le cadre de la gestion journalière.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est établie pour une durée illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises en matière de modification des Statuts.

**Art. 4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, la mise en valeur du portefeuille détenu par la Société, l'acquisition, le transfert et la mise en valeur de brevets, marques et licences y relatives.

La Société peut prêter ou emprunter, avec ou sans garanties, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter assistance. D'une façon générale, elle peut prendre toute mesure de contrôle, surveillance et documentation et effectuer toutes les opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières ou autres, liées directement ou indirectement dans tous les domaines afin de faciliter la réalisation de son objet.

#### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à dix millions sept cent vingt-cinq mille deux cent vingt-cinq euros (10.725.225 EUR) représenté par:

- deux cent quatre-vingt-onze mille trois cent trente-six (291.336) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires») divisées en deux cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quinze (262.895) actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A») et (y) vingt-huit mille quatre cent quarante et une (28.441) actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»);

- cent trente-sept mille six cent soixante-treize (137.673) actions préférentielles (les «Actions Préférentielles») divisées en (x) soixante-deux mille trois cent vingt (62.320) actions préférentielles de classe A (les «Actions Préférentielles de Classe A»), elles-mêmes divisées en (a) quarante-six mille soixante-dix (46.070) actions préférentielles de classe A1 (les «Actions Préférentielles de Classe A1») et (b) seize mille deux cent cinquante (16.250) actions préférentielles de classe A2 (les «Actions Préférentielles de Classe A2»), (y) cinquante-quatre mille huit cent dix-huit (54.818) actions préférentielles de classe B (les «Actions Préférentielles de Classe B»), elles-mêmes divisées en (a) trente-six mille cinq cent trente-trois (36.533) actions préférentielles de classe B1 (les «Actions Préférentielles de Classe B1») et (b) dix-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq (18.285) actions préférentielles de classe B2 (les «Actions Préférentielles de Classe B2»), et (z) vingt mille cinq cent trente-cinq (20.535) actions préférentielles de classe C (les «Actions Préférentielles de Classe C»), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

5.2 Le capital autorisé de la Société est fixé à quatre millions huit cent soixante-dix mille deux cent cinquante euros (4.870.250 EUR) qui sera représenté par:

- cent soixante et onze mille neuf cent soixante-dix-sept (171.977) Actions Ordinaires de Classe A;
- treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C;
- cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de quelque sous-classe que ce soit); et
- quatre mille cinq cents (4.500) Actions Préférentielles de Classe B (de quelque sous-classe que ce soit), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

5.3 Le conseil d'administration peut, jusqu'au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 29 avril 2014, augmenter le capital social par l'émission de nouvelles actions en une ou plusieurs fois dans les limites du capital autorisé et ce, dans les limites mentionnées ci-dessus. Ces augmentations

de capital peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par règlement de créances réelles, liquides et immédiatement exigibles envers la Société, ainsi que par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission (étant entendu que dans le dernier cas, l'augmentation de capital s'opérera sans émission de nouvelles actions).

5.4 Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans donner de droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants sur les actions à émettre.

5.5 Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, gérant, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir de recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

5.6 Le conseil d'administration est par ailleurs autorisé à émettre des obligations ordinaires, avec des bons de jouissance ou des certificats convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, dans quelque dénomination que ce soit et en quelque devise que ce soit, étant entendu que l'émission d'obligations, avec des bons de jouissance ou des certificats convertibles, ne pourra se faire que dans les limites des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital mentionné ci-dessus et dans le cadre des dispositions légales, en particulier de l'article 32-4 de la Loi.

5.7 Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions de l'émission et de rachat ainsi que toutes autres conditions y afférentes.

5.8 Le capital social émis et le capital autorisé mais non émis de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires votant aux mêmes conditions de quorum que celles applicables en matière de modification des Statuts telles que prescrites par la loi étant applicable.

5.9 Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater par acte authentique une augmentation du capital social suite à une émission d'actions dans les limites du capital autorisé, il devra modifier le présent article.

5.10 En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission sera versée. Toute prime d'émission payée pour la souscription d'Actions Préférentielles d'une sous-classe spécifique lors de son émission sera affectée à un compte de prime d'émission correspondant à cette sous-classe spécifique d'Actions Préférentielles, et en indiquera la sous-classe correspondante.

## **Art. 6. Actions.**

6.1 Les actions sont uniquement nominatives.

6.2 Il n'existe pas de fractions d'actions, de sorte que seul un propriétaire est reconnu par action. Si une action de la Société est détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme représentant de l'action à l'égard de la Société.

6.3 Un registre des actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune des actions, la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts d'actions ainsi que la conversion des actions nominatives en actions au porteur. La propriété des actions nominatives sera établie par inscription dans ledit registre.

6.4 La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi et par les présents Statuts.

6.5 Les actions sont soit des Actions Ordinaires, soit des Actions Préférentielles, divisées en classes, le cas échéant.

6.6 Pour les besoins de l'article 68 de la Loi, les Actions Ordinaires d'une part et les Actions Préférentielles d'autre part constitueront deux classes distinctes d'Actions.

6.7 Actions Ordinaires

6.7.1 Classes: Les Actions Ordinaires sont divisées en deux classes: les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe C. Sauf stipulation contraire dans les dispositions des Statuts et dans un Pacte d'Actionnaires, toutes les Actions Ordinaires seront identiques à tous égards.

Pour les besoins de l'article 68 de la Loi, (i) les Actions Ordinaires d'une part et les Actions Préférentielles d'autre part constitueront deux classes distinctes d'Actions; (ii) toutefois, les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe C ne constitueront pas de classes distinctes d'Actions parmi les Actions Ordinaires.

6.7.2 Dividendes: Les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe C, respectivement, ouvriront droit aux dividendes qui peuvent être déclarés, de temps à autre, en vertu des présents Statuts conformément et dans les limites établies à l'article 6.8.8 (Préférence et Rangs) et aux dispositions d'un Pacte d'Actionnaires.

6.7.3 Opération de Liquidation: Sous réserve des dispositions de l'article 20.3 des présents Statuts et sous réserve du paiement préalable des détenteurs d'Actions Préférentielles tel que stipulé à l'article 6.8 ci-dessous, en cas d'Opération de Liquidation, toute Action Ordinaire confèrera le droit de prendre part à la distribution du boni de liquidation de la Société au prorata de leur participation dans le capital avec les Actions Préférentielles.

6.7.4 Vente: Sous réserve du paiement préalable des détenteurs d'Actions Préférentielles, tel que stipulé à l'article 6.8 ci-dessous, en cas de Vente, toute Action Ordinaire confèrera le droit de prendre part à la distribution de l'excédent du produit restant de la Vente, au prorata de leur participation dans le capital avec les Actions Préférentielles.

6.7.5 Transfert: Sans préjudice de l'article 7, les Actions Ordinaires peuvent être soumises aux restrictions prévues dans un Pacte d'Actionnaires.

6.7.6 Droits de vote: Chaque détenteur d'Actions Ordinaires bénéficiera d'un vote pour chaque Action Ordinaire qu'il détient.

#### 6.8 Actions Préférentielles

6.8.1 Les Actions Préférentielles sont divisées en trois classes: les Actions Préférentielles de Classe A, les Actions Préférentielles de Classe B et les Actions Préférentielles de Classe C. Toutes les Actions Préférentielles de Classe A seront identiques à tous les égards, sauf stipulation contraire dans les présents Statuts ou dans un Pacte d'Actionnaires, de même pour toutes les Actions Préférentielles de Classe B et les Actions Préférentielles de Classe C.

Les droits, préférences de quelque nature que ce soit et restrictions sur les Actions Préférentielles de Classe A, les Actions Préférentielles de Classe B et les Actions Préférentielles de Classe C, respectivement, sont énoncés ci-dessous et ce, dans la mesure où la Loi et les présents Statuts, ou les dispositions d'un Pacte d'Actionnaires le permettent.

6.8.2 Dividendes: En cas de distribution de dividendes par la Société, les dispositions des lois et les dispositions d'un Pacte d'Actionnaires, les préférences et rangs établis à l'article 6.8.8 ci-dessous s'appliqueront mutatis mutandis.

6.8.3 Rachat: La Société ne peut pas racheter d'Actions Préférentielles.

6.8.4 Droits de Conversion: Sous réserve des dispositions d'un Pacte d'Actionnaires, les droits de conversion des détenteurs d'Actions Préférentielles (les «Droits de Conversion») sont repris ci-dessous.

- Chaque Action Préférentielle peut être convertie par son détenteur respectif conformément au taux de conversion applicable à la date de la conversion ou à celle précisée par consentement écrit des détenteurs dans les conditions établies à l'article 9 des Statuts.

- Sans préjudice des majorités spéciales prévues à l'article 9, toute conversion d'Actions Préférentielles en Actions Ordinaires ne pourra être réalisée que dans les limites fixées par la Loi et notamment l'article 68 de ladite Loi.

- Le «Taux de Conversion Initial» sera égal à une (1) Action Ordinaire pour une (1) Action Préférentielle de même valeur nominale.

- Dans le cas d'une Vente ou d'une Opération de Liquidation, pour lesquelles les Actions Préférentielles devront être converties par les Vendeurs en Actions Ordinaires, le Taux de Conversion Initial de chaque Action Préférentielle sera ajusté de sorte qu'une telle Action Préférentielle puisse être convertie en un nombre d'Actions Ordinaires tel que le détenteur de l'Action Préférentielle concernée puisse recevoir le montant intégral de la Préférence de Liquidation applicable à cette Action Préférentielle (le «Taux de Conversion Ajusté») sans préjudice de recevoir en plus sa part proportionnelle du Paiement Restant (tel que défini ci-dessous), dans la mesure du possible eu égard à la part du Prix disponible pour ladite Préférence de Liquidation.

- Dans le cas d'une Introduction en Bourse, chaque détenteur de l'Action Préférentielle concernée consent à ce que ses Actions Préférentielles de Classe B, Actions Préférentielles de Classe C, Actions Préférentielles de Classe A1 et Actions Préférentielles de Classe A2 soient automatiquement converties en Actions Ordinaires sur la base du Taux de Conversion Ajusté. À cet effet, chaque partie d'un Pacte d'Actionnaires s'engage à mettre tout en oeuvre et voter ses Actions pour s'assurer que ce Taux de Conversion Ajusté est calculé de bonne foi immédiatement avant l'Introduction en Bourse afin de refléter les Préférences de Liquidation.

- Les Actions Ordinaires résultant de l'exercice des Droits de Conversion bénéficieront des Préférences de Liquidation qui auraient profité aux Actions Préférentielles converties.

- Chaque Action Préférentielle ayant fait l'objet d'une conversion en Actions Ordinaires sera annulée et le nombre d'Actions Préférentielles émises sera réduit en conséquence.

6.8.5 Transfert: Sans préjudice de l'article 7, les Actions Préférentielles peuvent être soumises à des restrictions telles que prévues dans un Pacte d'Actionnaires.

6.8.6 Droits de Vote: Les détenteurs d'Actions Préférentielles auront les mêmes droits de vote que les détenteurs d'Actions Ordinaires et auront le droit de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires en vertu des présents Statuts. Chaque détenteur d'Actions Préférentielles bénéficiera d'un vote pour chaque Action Préférentielle.

Pour les besoins de l'article 68 de la Loi, (i) les Actions Ordinaires d'une part et les Actions Préférentielles d'autre part constitueront deux classes distinctes d'Actions; (ii) toutefois, (x) les Actions Préférentielles de Classe A, les Actions Préférentielles de Classe B et les Actions Préférentielles de Classe C ne constitueront pas de classes distinctes d'Actions parmi les Actions Préférentielles, (y) les Actions Préférentielles de Classe A1 et les Actions Préférentielles de Classe A2 ne constitueront pas de classe distinctes d'Actions parmi les Actions Préférentielles de Classe A ou parmi les Actions Préférentielles, et (z) les Actions Préférentielles de Classe B1 ainsi que les Actions Préférentielles de Classe B2 ne constitueront pas de classe distinctes d'Actions parmi les Actions Préférentielles de Classe B ou parmi les Actions Préférentielles.

6.8.7 Préférences de Liquidation: Dans le cas d'une Vente ou d'une Opération de Liquidation ou d'une Introduction en Bourse, les détenteurs d'Actions Préférentielles et l'Investisseur Stratégique (tel que pourrait être stipulé dans un Pacte d'Actionnaires) bénéficieront de préférences de liquidation (les «Préférences de Liquidation») en ce qui concerne la contrepartie (le «Prix») versée pour tous les Titres Transférés dans le cadre d'une telle Vente ou Opération de Liquidation ou, dans le cas d'une Introduction en Bourse, en ce qui concerne toutes les Actions sur une Base Entièrement Diluée.

6.8.8 Vente, Opération de Liquidation ou Introduction en Bourse - Préférences et Rangs:

Dans le cas d'une Vente ou d'une Opération de Liquidation, les Préférences de Liquidation en rapport avec l'affectation du Prix, dont les détenteurs d'Actions Préférentielles et l'Investisseur Stratégique bénéficieront, sont et occuperont le rang qui suit, sous réserve des restrictions et spécifications qui pourront être établies dans un Pacte d'Actionnaires, et la Préférence de Liquidation pour chaque rang sera payée avant tout paiement du Prix à tous les Actionnaires Transférant et ce, proportionnellement.

(i) Premièrement, le Prix sera payé aux Vendeurs détenant des Actions Préférentielles de Classe B et d'Actions Préférentielles de Classe C en tant que premier paiement eu égard à leurs Actions Préférentielles de Classe B et Actions Préférentielles de Classe C Transférées, à hauteur d'une part du prix calculé comme suit:

(1) pour chaque Action Préférentielle de Classe B, la part du Prix à payer à cette Action Préférentielle de Classe B sera:

(a) si le Prix Moyen Par Action est supérieur à huit cent quarante-huit euros et soixante-douze centimes (848,72 EUR), le Prix d'Émission de chacune de ces Actions Préférentielles de Classe B;

(b) si le Prix Moyen Par Action est inférieur à cinq cent quatre-vingt-quatre euros et soixante-trois centimes (584,63 EUR), le Prix d'Émission de chacune de ces Actions Préférentielles de Classe B augmenté du taux d'intérêt annuel («TIA») de douze pour cent (12 %) composé annuellement («Prix d'Émission Augmenté»), à condition que le Prix d'Émission Augmenté ne puisse pas dépasser deux fois (2x) ledit Prix d'Émission;

(c) si le Prix Moyen Par Action se situe entre huit cent quarante-huit euros et soixante-douze centimes (848,72 EUR) et cinq cent quatre-vingt-quatre euros et soixante-trois centimes (584,63 EUR), le Prix d'Émission de chacune desdites Actions Préférentielles de Classe B augmenté d'un TIA, composé annuellement, lequel commencera à douze pour cent (12%) si le Prix Moyen Par Action est égal à cinq cent quatre-vingt-quatre euros et soixante-trois centimes (584,63 EUR) par Action et sera réduit de manière linéaire à zéro pour cent (0%) si le Prix Moyen Par Action est égal à huit cent quarante-huit euros et soixante-douze centimes (848,72 EUR) par Action;

(le montant global devant être reçu en tant que premier paiement de toutes les Actions Préférentielles de Classe B Transférées étant ci-après dénommé la «Préférence de Liquidation B»)

(2) pour chaque Action Préférentielle de Classe C, la part du Prix à payer à cette Action Préférentielle de Classe C sera une fois (1x) le Prix d'Émission de cette Action Préférentielle de Classe C (le montant global devant être reçu en tant que premier paiement de toutes les Actions Préférentielles de Classe C Transférées étant ci-après dénommé la «Préférence de Liquidation C»; la Préférence de Liquidation B et la Préférence de Liquidation C étant ensemble dénommés la «Préférence de Liquidation BC»).

Pour les besoins de la présente clause, «Prix Moyen Par Action» désignera le Prix par Action calculé sur la base de toutes les Actions (sur une Base Entièrement Diluée) Transférées par tous les actionnaires vendeurs, indépendamment de leur classe.

Dans le cas où le Prix serait inférieur au montant intégral de la Préférence de Liquidation BC, alors le Prix disponible («Préférence de Liquidation BC Disponible») sera payé aux personnes qui bénéficient de la Préférence de Liquidation BC sur une base proportionnelle ajustée où:

- la part de la Préférence de Liquidation BC Disponible à payer aux Vendeurs de toutes les Actions Préférentielles de Classe B Transférées sera égale au montant de la Préférence de Liquidation BC Disponible multiplié par un pourcentage correspondant au montant représenté par la Préférence de Liquidation B (telle que calculée sur la base du Prix Moyen Par Action) dans le montant global de la Préférence de Liquidation BC (telle que calculée sur la base du Prix Moyen Par Action); et

- la part de la Préférence de Liquidation BC Disponible à payer aux Vendeurs de toutes les Actions Préférentielles de Classe C Transférées sera égale au montant de la Préférence de Liquidation BC Disponible multiplié par un pourcentage correspondant au montant représenté par la Préférence de Liquidation C (telle que calculée sur la base du Prix Moyen Par Action) dans le montant de la somme de la Préférence de Liquidation BC (telle que calculée sur la base du Prix Moyen Par Action).

(ii) Deuxièmement, le Prix restant (le cas échéant) sera payé aux Vendeurs détenant des Actions Préférentielles de Classe A1 eu égard à leurs Actions Préférentielles de Classe A1 transférées à hauteur d'une telle proportion du Prix égale, pour chacune de ces Actions Préférentielles de Classe A1, à une fois (1x) son Prix d'Émission (le montant global devant être reçu en tant que premier paiement de toutes les Actions Préférentielles de Classe A1 Transférées étant ci-après dénommé la «Préférence de Liquidation A1»);

Dans le cas où la part du Prix disponible pour le paiement de la Préférence de Liquidation A1 serait inférieure au montant intégral de la Préférence de Liquidation A1, alors le Prix disponible pour ledit paiement sera payé aux Vendeurs qui bénéficient de la Préférence de Liquidation A1 au prorata concernant les Prix d'Émission correspondants des Actions Préférentielles de Classe A1 transférées par chacun de ces Vendeurs;

(iii) Troisièmement, le Prix restant (le cas échéant) sera payé à l'Investisseur Stratégique (tel que cela peut être prévu dans un Pacte d'Actionnaires) s'il s'agit d'un Vendeur à hauteur d'une part du Prix s'élevant à trois millions cinq cent mille euros (3.500.000 EUR) calculé au prorata du nombre d'Actions Transférées par ledit Investisseur Stratégique en tant que Vendeur divisé par le nombre total d'Actions détenues par ledit Investisseur Stratégique (la «Préférence de Liquidation de l'Investisseur Stratégique»);



(iv) Quatrièmement, le Prix restant (le cas échéant) sera payé aux Vendeurs détenant des Actions Préférentielles de Classe A2 eu égard à leurs Actions Préférentielles de Classe A2 transférées, à hauteur d'une part du Prix égal, pour chacune de ces Actions Préférentielles de Classe A2, à une fois (1x) leur Prix d'Émission (le montant global devant être reçu en tant que premier paiement de toutes les Actions Préférentielles de Classe A2 Transférées étant ci-après dénommé la «Préférence de Liquidation A2»);

Dans le cas où la part du Prix disponible pour le paiement de la Préférence de Liquidation A2 serait inférieure au montant intégral de la Préférence de Liquidation A2, alors le Prix disponible pour ledit paiement sera payé aux Vendeurs qui bénéficient de la Préférence de Liquidation A2 au prorata concernant les Prix d'Émission correspondants des Actions Préférentielles de la Classe A2 transférées par chacun de ces Vendeurs;

(v) ensuite, le Prix restant (le cas échéant) sera payé (le «Paiement Restant») à tous les Vendeurs (y compris les détenteurs d'Actions Préférentielles) pour leurs Actions Transférées respectives (quelle que soit leur classe ou sous-classe) au prorata, sur la base de la valeur des actions converties, eu égard au nombre d'Actions transférées par les Vendeurs, sans ordre de préférence entre elles, à condition que:

(1) l'Investisseur Stratégique, s'il s'agit d'un Vendeur, ne puisse recevoir que le montant de sa part proportionnelle du Paiement Restant qui est supérieur au montant de la part du Prix qu'il a déjà reçu pour le paiement de la Préférence de Liquidation de l'Investisseur Stratégique;

(2) le montant proportionnel total du Paiement Restant à payer aux Vendeurs Transférant des Actions Ordinaires de Classe C et des Actions Préférentielles de Classe C soit égale à un pourcentage (le «Pourcentage de Paiement Proportionnel des Actions C») correspondant au Nombre d'Actions C de Référence sur le Nombre d'Actions BED de Référence de la Société où:

- Le «Nombre d'Actions C de Référence» est égal à un nombre total de soixante-deux mille soixante-quatorze (62.074) Actions Ordinaires de Classe C et Actions Préférentielles de Classe C sur la base (x) d'un nombre total de quarante-huit mille neuf cent soixante-seize (48.976) Actions Ordinaires de Classe C et Actions Préférentielles de Classe C émises et souscrites le 29 avril 2014 et (y) d'un nombre maximum total de treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C (les «Futures Actions C») qui peuvent être émises par la Société après cette date suivant le transfert à la Société d'un maximum de cinq mille cinq cent quatre-vingt-seize (5.596) Futures Actions Teads;

- Le «Nombre d'Actions BED de Référence de la Société» est égal à un nombre total de cinq cent quatorze mille sept cent neuf (514.709) Actions le 29 avril 2014 (calculé sur une Base Entièrement Diluée incluant et supposant l'émission d'un maximum de treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Futures Actions C mais à l'exclusion des sept mille (7.000) Warrants de Nouveaux Fondateurs émis à la date de conclusion d'un Pacte d'Actionnaires) tel qu'ajusté afin d'inclure tous les Titres supplémentaires émis par la Société à partir de la date de conclusion d'un Pacte d'Actionnaires, jusqu'à la date d'exécution de la Vente, l'Opération de Liquidation ou l'Introduction en Bourse (qui inclura, aux fins d'un tel calcul, les sept mille (7.000) Warrants de Nouveaux Fondateurs émis à la date d'un Pacte d'Actionnaires, et les Actions qui peuvent être émises suivant l'exercice des Warrants B1 et Warrants B2 mais à l'exclusion de toute Future Action C);

étant entendu afin d'éviter tout doute, que le Nombre d'Actions C de Référence ne sera pas inférieur à soixante-deux mille soixante-quatorze (62.074) sur la base d'un Transfert de cent pour cent (100 %) des Actions Ordinaires de Classe C et Actions Préférentielles de Classe C émises (que des Futures Actions C aient pu être émises ou non). En cas de Transfert de moins de cent pour cent (100 %) des Actions Ordinaires de Classe C et Actions Préférentielles de Classe C émises, le Nombre d'Actions C de Référence sera ajusté proportionnellement et le Pourcentage de Paiement Proportionnel des Actions C sera ajusté en conséquence. Le calcul du Pourcentage de Paiement Proportionnel des Actions C sera ajusté conformément aux stipulations de l'article 6.8.8 (vi) ci-dessous, le cas échéant.

(vi) Nonobstant toute mention contraire contenue dans ces Statuts et dans un Pacte d'Actionnaires, tous les montants, nombres et calculs mentionnés ci-dessus seront ajustés pour prendre en compte tout regroupement ou toute division de la valeur nominale des Actions suivant la date de conclusion d'un Pacte d'Actionnaires.

Les détenteurs d'Actions Préférentielles seront informés par voie d'avis écrit de la Société de toute Opération de Liquidation à celle des dates suivantes qui surviendra le plus tôt: pas plus tard que dix (10) jours avant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en vue d'approuver ladite Opération de Liquidation ou dix (10) jours avant la clôture de ladite Opération de Liquidation. L'avis décrira toutes les conditions importantes en rapport avec l'Opération de PAGE 49 Liquidation. En outre, les détenteurs d'Actions Préférentielles seront également informés par écrit de toute modification substantielle relative à la description de l'Opération de Liquidation qui leur a été signifiée. Ils seront également informés, en temps utile, de l'accord final de l'Opération de Liquidation.

#### **Art. 7. Transfert d'actions.**

7.1 Le transfert d'actions nominatives est soumis à une déclaration écrite de transfert dans le registre des actionnaires de la Société. Cette déclaration de transfert sera signée par le cédant et le cessionnaire ou par toute autre personne dûment nommée à cet effet. La Société peut également accepter comme preuve du transfert des actions d'autres instruments jugés satisfaisants par la Société.

7.2 Sauf stipulation contraire dans un Pacte d'Actionnaires, toutes les Actions Ordinaires resteront des Actions Ordinaires et toutes les Actions Préférentielles resteront des Actions Préférentielles en cas de Transfert, et ne verront pas leur classe changer en raison d'un Transfert.

7.3 Les détenteurs d'Actions Ordinaires et d'Actions Préférentielles reconnaissent que le transfert de leurs actions respectives peut être soumis à des restrictions telles que prévues dans un Pacte d'Actionnaires. Chaque détenteur d'Actions Ordinaires, conjointement et non individuellement, accepte que pour une période de vingt-sept (27) mois à compter du 29 avril 2014, il ne Transférera pas, sauf stipulation contraire dans un Pacte d'Actionnaires, ou avec l'accord écrit préalable des détenteurs d'Actions Préférentielles détenant, au total, cinquante-cinq pour cent (55%) des Actions Préférentielles, l'une des Actions détenues par ces détenteurs d'Actions Ordinaires.

7.4 Chacun des détenteurs d'Actions Ordinaires et Préférentielles, sauf stipulation contraire dans un Pacte d'Actionnaires, auquel il serait partie, accepte qu'en cas de Transfert de tout ou partie de ses Actions respectives de la Société à un tiers ou à un détenteur d'Action(s) Ordinaire(s) ou d'Action(s) Préférentielle(s), l'actionnaire en question notifiera par écrit, au préalable, à tous les détenteurs d'Actions Préférentielles les termes et conditions applicables audit Transfert.

7.4.1 Le détenteur d'Action(s) Préférentielle(s) peut exercer son droit d'acheter lesdites Actions dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de ladite notification.

7.4.2 Dans le cas où le détenteur d'Action(s) Préférentielle(s) souhaiterait acheter lesdites Actions, il fera part de son intention par notification écrite, laquelle sera réputée suffisante dès réception si elle est remise personnellement ou par service de messagerie 24 heures ou envoyée par télécopie, ou cinq (5) jours après avoir été envoyée par courrier recommandé ou certifié, avec demande d'avis de réception, port prépayé, et adressée au détenteur concerné de Titres (ci-après l'«Avis d'Acceptation»).

7.4.3 L'Avis d'Acceptation constituera un accord contraignant entre le Vendeur et l'acheteur en vue de respectivement vendre et acheter le lot d'Actions du Vendeur.

7.5 Dans le cas où des actionnaires détenant respectivement, au total, au moins (i) cinquante pour cent (50 %) des Actions Préférentielles en tant que classe unique et (ii) jusqu'au 31 juillet 2016 seulement, cinquante pour cent (50 %) des Actions Ordinaires (les «Détenteurs Vendeurs»), approuvent par écrit une offre pour tous les Titres, émanant d'un tiers qui n'est pas un Affilié d'un Détenteur Vendeur (l'«Acquéreur»), en précisant que le présent article 7.5 s'applique à ce Transfert, les Détenteurs Vendeurs auront le droit d'exiger des autres détenteurs de Titres qu'ils Transfèrent tous leurs Titres à cet Acquéreur, aux mêmes conditions auxquelles les Détenteurs Vendeurs réalisent le Transfert de tous les Titres qu'ils détiennent (le «Droit de Sortie Conjointe»), à condition que, nonobstant toute disposition contraire du présent article 7.5, le produit total du Transfert soit alloué conformément aux dispositions de l'article 6.8.8.

7.5.1 Les Détenteurs Vendeurs peuvent exercer le Droit de Sortie Conjointe en donnant à chacun des détenteurs de Titres un avis écrit (un «Avis de Rachat») au moins quinze (15) jours avant la date de la conclusion proposée dudit Transfert, lequel Avis de Rachat devra préciser que le présent article 7.5 s'applique audit Transfert, établir le prix et les autres conditions auxquelles tous ces Titres seront Transférés à l'Acquéreur dans le cadre dudit Transfert, l'identité de l'Acquéreur et la date de la conclusion proposée de ce Transfert (laquelle ne pourra pas intervenir avant l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à partir de la date de cet Avis de Rachat) eu égard audit Transfert.

7.5.2 À la réception d'un Avis de Rachat, chaque détenteur de Titres se verra obligé de Transférer, comme les Détenteurs Vendeurs, dans le cadre de ce Transfert, le nombre de Titres déterminé conformément à ce qui précède et à ce qui est indiqué dans l'Avis de Rachat, à l'Acquéreur à la conclusion et, si cette opération requiert l'approbation des actionnaires, de voter (en personne, par procuration ou par action par consentement écrit, le cas échéant, lors d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des actionnaires, selon le cas) pour toutes les Actions qu'un tel détenteur de Titres détient ou sur lesquelles ce détenteur de Titres exerce autrement un droit de vote en faveur de, et d'adopter, ce Transfert (ainsi que toute modification afférente des présents Statuts requise pour mettre en oeuvre un tel Transfert) et de voter contre toute autre proposition dont on pourrait raisonnablement croire qu'elle retarderait ou entraverait la capacité des Détenteurs Vendeurs à conclure ce Transfert.

7.5.3 Le Transfert est subordonné à la remise:

(a) à chaque détenteur de Titres: en cas de Vente moyennant un paiement en espèces, d'un chèque bancaire (ou tout document attestant un transfert électronique) d'un montant égal au prix d'achat des Titres Transférés par ce détenteur ou, dans le cas où le prix de la Vente est payé par d'autres moyens qu'en numéraire, de la contrepartie appropriée, dans les deux cas fixé conformément aux dispositions de l'article 6.8.8;

(b) à l'Acquéreur: de tout document dûment complété et signé demandant à ce que la Société enregistre le Transfert des Actions concernées en faveur de l'Acquéreur.

7.6 Tout transfert ou tentative de Transfert qui a été réalisé ou non en violation des dispositions des présents Statuts et/ou des dispositions contenues dans un Pacte d'Actionnaires, ne sera ni reconnu par la Société ni inscrit dans le registre des actionnaires et dans tout autre registre de détenteurs de Titres.

#### **Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société.**

8.1 Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

8.2 Les convocations à l'assemblée se font dans les formes et délais prescrits par la Loi. Tout administrateur peut convoquer l'assemblée des actionnaires de la Société.

8.3 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra, conformément à la Loi, au siège social de la Société à Luxembourg ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans la convocation, le premier

mercredi du mois de mai à 14h30. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

8.4 Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée à la demande écrite des actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

#### **Art. 9. Avis de convocation, quorum, procurations.**

9.1 Les conditions de quorum et convocation prévues par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents Statuts.

9.2 Chaque action donne droit à une voix.

9.3 Sauf disposition contraire des présentes ou de la Loi et sans préjudice de l'article 11.10, les décisions prises lors d'une assemblée d'actionnaires dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant.

9.4 Une assemblée générale extraordinaire convoquée aux fins de modifier les présents Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée dans les formes et aux moments prévus par la Loi. Sauf disposition contraire des présents Statuts ou de la Loi et sans préjudice de l'article 11.10, les décisions visant à modifier les Statuts, seront valablement prises aux deux tiers des votes exprimés.

9.5 Les décisions suivantes nécessitent l'approbation préalable ou le vote favorable des détenteurs d'Actions Préférentielles détenant, au total, cinquante-cinq pour cent (55%) des Actions Préférentielles:

(a) toute émission de nouvelles Actions ou autres instruments (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification de titres existants (autres que les Actions Préférentielles) susceptible de donner lieu à des titres de même rang que les Actions Préférentielles ou d'un rang supérieur à celles-ci, eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote ayant le même rang que les Actions Ordinaires), dividendes, rachat, conversion ou liquidation;

(b) toute mise en oeuvre d'une Opération de Liquidation autre que la liquidation obligatoire;

(c) tout paiement de dividendes ou d'autres distributions de postes de fonds propres;

(d) toute augmentation ou réduction du nombre d'Actions Préférentielles de Classe A ou du nombre d'Actions Préférentielles de Classe B (sauf par voie de conversion des Actions Préférentielles de Classe A et Actions Préférentielles de Classe B existantes);

(e) tout rachat ou achat d'actions et/ou d'autres titres;

(f) toute décision de conclure des alliances stratégiques majeures, y compris mais sans limitation, une fusion ou scission ou toute réorganisation de l'actionnariat de la Société ou d'une filiale, impliquant une partie autre que la Société et les filiales;

(g) toute autre modification des présents Statuts autre que le transfert du siège social de la Société dans les limites du Grand-Duché de Luxembourg.

9.6 Les décisions suivantes devront être approuvées par les actionnaires détenant, au total, plus de cinquante pour cent (50%) des Actions Préférentielles de Classe B, y compris le vote favorable de l'investisseur financier du groupe II (tel que précisé dans un Pacte d'Actionnaires):

(a) toute émission de nouveaux titres (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification des titres existants (autres que les Actions Préférentielles) susceptible de donner lieu à des titres de même rang que les Actions Préférentielles de Classe B ou d'un rang supérieur à celles-ci, eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote ayant le même rang que les Actions Ordinaires) dividendes, rachat, conversion ou liquidation;

(b) en cas de Vente ou d'Opération de Liquidation: l'évaluation du Taux de Conversion Ajusté des Actions Préférentielles de Classe B;

(c) toute fusion, scission (partielle), apport (partiel) d'actifs, apport ou transfert d'une branche d'activités de la Société ou une filiale ainsi que toute acquisition ou désinvestissement d'actions ou d'actifs sortant du cadre normal des activités.

9.7 Les décisions suivantes sont soumises à l'approbation préalable ou au vote positif des actionnaires détenant, au total, plus de cinquante pour cent (50 %) des Actions Préférentielles de Classe C:

(a) toute émission de nouvelles actions ou d'autres instruments (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification de ces titres (autres que les Actions Préférentielles) susceptible de donner lieu à des titres de même rang que les Actions Préférentielles de Classe C ou d'un rang supérieur à celles-ci, eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote ayant le même rang que les Actions Ordinaires) dividendes, rachat, conversion ou liquidation;

(b) en cas de Vente ou d'Opération de Liquidation: l'évaluation du Taux de Conversion Ajusté des Actions Préférentielles de Classe C.

9.8 Les décisions suivantes devront être approuvées par les actionnaires détenant, au total, plus de cinquante pour cent (50%) des Actions Préférentielles de Classe A, y compris le vote favorable des investisseurs financiers du groupe I (tel que précisé dans un Pacte d'Actionnaires):

(a) sans préjudice de l'émission de nouvelles Actions Préférentielles de Classe B à la suite de l'exercice de Warrants ou en vertu de la conversion d'Actions Ordinaires ou d'Actions Préférentielles de Classe A conformément aux disposi-



tions d'un contrat d'investissement, d'un Pacte d'Actionnaires, toute émission de nouveaux titres (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification des titres existants (autres que les Actions Préférentielles) susceptible de donner lieu à des titres de même rang que les Actions Préférentielles de Classe A ou d'un rang supérieur à celles-ci, eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote occupant le même rang que les Actions Ordinaires) dividendes, rachat, conversion ou liquidation;

(b) en cas de Vente ou d'Opération de Liquidation: l'évaluation du Taux de Conversion Ajusté des Actions Préférentielles de Classe A;

(c) toute fusion, scission (partielle), apport (partiel) d'actifs, apport ou transfert d'une branche d'activités de la Société ou une filiale ainsi que toute acquisition ou désinvestissement d'actions ou d'actifs sortant du cadre normal des activités.

9.9 Les décisions suivantes devront être approuvées par les détenteurs d'Actions Préférentielles applicables aux sous-classes respectives des Actions Préférentielles (selon le cas):

(a) telles qu'applicables aux détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B: (xx) toute émission de nouveaux titres (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification des titres existants (autres que les Actions Préférentielles) qui peut donner lieu à des titres occupant le même rang ou un rang supérieur aux Actions Préférentielles de Classe B eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote occupant le même rang que les Actions Ordinaires), dividendes, rachat, conversion ou liquidation; ou (yy) tout changement ou toute modification des préférences, privilèges ou droits des Actions Préférentielles de Classe B; ou (zz) toute nouvelle émission d'Actions Préférentielles de Classe B (sauf, afin de lever tout doute, les émissions intervenant lors de l'exercice d'instruments existants ou de la conversion d'Actions Préférentielles de Classe B existantes);

(b) telles qu'applicables aux détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe C: (xx) toute émission de nouveaux titres (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification d'instruments existants (autres que les Actions Préférentielles) qui peut donner lieu à des instruments occupant le même rang ou un rang supérieur aux Actions Préférentielles de Classe C eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote occupant le même rang que les Actions Ordinaires), dividendes, rachat, conversion ou liquidation; ou (yy) tout changement ou toute modification des préférences, privilèges ou droits des Actions Préférentielles de Classe C; ou (zz) toute nouvelle émission d'Actions Préférentielles de Classe C (sauf, afin de lever tout doute, les émissions intervenant lors de l'exercice d'instruments existants ou de la conversion d'Actions Préférentielles de Classe C existantes); et

(c) telles qu'applicables aux détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe A: (xx) toute émission de nouveaux titres (convertibles ou non en Actions) et toute re-classification de titres existants (autres que les Actions Préférentielles) qui peut donner lieu à des titres occupant le même rang ou un rang supérieur aux Actions Préférentielles de Classe A eu égard aux droits de vote (autres que les droits de vote occupant le même rang que les Actions Ordinaires), dividendes, rachat, conversion ou liquidation; ou (yy) tout changement ou toute modification des préférences, privilèges ou droits des Actions Préférentielles de Classe A; ou (zz) toute nouvelle émission d'Actions Préférentielles de Classe A (sauf, afin de lever tout doute, les émissions intervenant lors de l'exercice d'instruments existants ou de la conversion d'Actions Préférentielles de Classe A existantes).

9.10 Tout changement de nationalité de la Société ne pourra être décidé qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires dans la mesure où la Loi le permet.

9.11 Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, en original, par télécopie, câble, télégramme ou télex, une autre personne comme mandataire, actionnaire ou non.

9.12 Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant aux personnes participant à l'assemblée de s'entendre les unes les autres, de se parler et de délibérer valablement; une participation aux assemblées de cette manière équivalant à une participation en personne à la réunion.

9.13 Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires de la Société et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci sera tenue sans convocation préalable.

#### **Art. 10. Administration.**

10.1 La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de maximum treize (13) membres, actionnaires de la Société ou non. Les administrateurs sont élus pour un mandat ne pouvant être supérieur à six ans et sont rééligibles.

10.2 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

10.3 Les détenteurs d'Actions Ordinaires, exclusivement et en tant que classe d'actionnaires distincte, sous réserve des limites qui peuvent être établies dans un Pacte d'Actionnaires, auront le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires de la Société une liste de candidats au poste d'administrateur de la Société pour six (6) postes d'administrateur (les «Administrateurs Ordinaires»). Tout Administrateur Ordinaire peut être révoqué sans motif par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, à condition qu'une majorité de détenteurs d'Actions Ordinaires vote en faveur de cette révocation. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur Ordinaire, ledit poste restera vacant jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Ordinaires, exclusivement et en tant que classe d'actionnaires distincte, proposent une liste de candidats pour pourvoir ce poste.

10.4 Une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe A, sous réserve des limites qui peuvent être établies dans un Pacte d'Actionnaires, aura le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires un (1) candidat à l'élection (l'«Administrateur Investisseur A»). L'Administrateur Investisseur A peut être révoqué sans motif par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, à condition qu'une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe A vote en faveur de cette révocation. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur Investisseur A, celui-ci restera vacant jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe A proposent un nouveau candidat à l'assemblée générale des actionnaires de la Société pour pourvoir ce poste.

10.5 Une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B, sous réserve des limites qui peuvent être établies dans un Pacte d'Actionnaires, aura le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires un (1) candidat à l'élection (l'«Administrateur Investisseur B»). L'Administrateur Investisseur B peut être révoqué sans motif par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, à condition qu'une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B vote en faveur de cette révocation. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur Investisseur B, celui-ci restera vacant jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B proposent un nouveau candidat à l'assemblée générale des actionnaires de la Société pour pourvoir ce poste.

10.6 Une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe C, sous réserve des limites qui peuvent être établies dans un Pacte d'Actionnaires, aura le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires un (1) candidat à l'élection (l'«Administrateur Investisseur C»). L'Administrateur Investisseur C peut être révoqué sans motif par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, à condition qu'une majorité de détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe C vote en faveur de cette révocation. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur Investisseur C, celui-ci restera vacant jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe C proposent un nouveau candidat à l'assemblée générale des actionnaires de la Société pour pourvoir ce poste.

10.7 Tous les actionnaires ensemble (propriétaires d'Actions Ordinaires et d'Actions Préférentielles) auront le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires une liste de candidats pour l'élection de quatre (4) administrateurs (les «Administrateurs Indépendants»), dont au moins un sera résidant luxembourgeois. Les Administrateurs Indépendants peuvent être révoqués sans motif par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, à condition qu'une majorité d'actionnaires vote en faveur de cette révocation. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur Indépendant, ledit poste restera vacant jusqu'à ce que les actionnaires proposent à l'assemblée générale des actionnaires de la Société une liste de candidats pour pourvoir ce poste.

10.8 Sous réserve des limitations pouvant être énoncées dans un Pacte d'Actionnaires, si un poste devient vacant à la suite de la démission, du décès, de la révocation ou de l'interdiction d'exercer d'un Administrateur, ledit poste vacant sera pourvu, dès que possible, par un nouvel Administrateur, nommé parmi les candidats dudit/desdits actionnaire(s) qui ont désigné l'ancien Administrateur conformément à ce qui précède. Ledit/lesdits actionnaire(s) présentera/présenteront un nouvel Administrateur dans un délai maximal de vingt (20) jours à partir du premier jour de ladite vacance, et chaque autre actionnaire qui peut être partie à un Pacte d'Actionnaires, le cas échéant, exercera rapidement le droit de vote attaché à ses Actions (et chacune des Actions détenues en fiducie sur lesquelles ils ont un droit de vote) aux fins d'élire ledit candidat au conseil d'administration. En cas de vacance due au décès, à l'incapacité, à la démission ou à la révocation d'un Administrateur Investisseur, aucune Décision Majeure (telle que définie ci-dessous) pourra être prise par la Société ou toute filiale jusqu'à ce que ledit Administrateur Investisseur ait été remplacé, sauf si l'/les actionnaire(s) ne présente(nt) pas de candidat dans un délai de vingt (20) jours tel que susmentionné.

10.9 Le conseil d'administration de la Société peut, à sa discrétion, mais sous réserve des limites qui peuvent être établies dans un Pacte d'Actionnaires, mettre en place un comité de rémunération afin de revoir les conditions et le montant de toute rémunération à payer aux fondés de pouvoir ou administrateurs ou employés de la Société ou de l'une de ses filiales, et/ou un comité de révision afin d'examiner les questions ayant trait à la comptabilité, aux contrôles et à la révision.

10.10 Le conseil d'administration de la Société peut, à sa discrétion, mais sous réserve des limitations pouvant être énoncées dans un Pacte d'Actionnaires, nommer des observateurs de temps à autre.

#### **Art. 11. Réunions du conseil d'administration de la Société.**

11.1 Le conseil d'administration de la Société élira un président parmi ses membres et nommera un secrétaire, administrateur ou non, auquel cas il n'aura pas de droit de vote, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

11.2 Les réunions du conseil d'administration de la Société seront convoquées par le président du conseil d'administration de la Société ou par deux des administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera en principe à Luxembourg.

11.3 Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera donnée à chaque administrateur au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion en question, auquel cas le délai de notification sera réduit à un préavis de vingt-quatre (24) heures.

11.4 Il peut être passé outre à cette convocation si tous les membres du conseil d'administration de la Société sont présents ou représentés lors d'une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être passé outre à la convocation écrite moyennant l'assentiment unanime de tous les membres de la Société

donné par écrit, en original, par télécopie, câble, télégramme ou télex. Une convocation écrite spéciale ne sera pas requise pour les réunions du conseil se tenant à l'heure et au lieu prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

11.5 Tout membre du conseil pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration de la Société en désignant par écrit, en original, par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre administrateur comme son mandataire.

11.6 Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres, de se parler et de délibérer valablement. Une participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

11.7 Un administrateur ne peut représenter pas plus d'un de ses collègues.

11.8 Le quorum requis pour une réunion du conseil d'administration lors de la première convocation inclura au moins la moitié de ses administrateurs dont au moins (i) l'Administrateur Investisseur B, (ii) l'Administrateur Investisseur A et soit l'Administrateur Investisseur C, soit M. Loïc Soubeyrand (si alors en fonction). Dans le cas où le quorum n'est pas atteint à la première réunion régulièrement convoquée, une nouvelle réunion sera tenue au plus tard sept (7) jours après ladite première réunion avec le même ordre du jour à laquelle aucun quorum ne sera requis, sauf tel que prévu par la loi applicable. Si un Administrateur n'était pas en mesure de participer à une réunion du conseil, alors la Société fournirait rapidement à cet Administrateur tous les documents supplémentaires remis aux participants.

11.9 Sans préjudice de l'article 11.10 ci-dessous, les décisions du conseil d'administration sont valablement prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à une réunion. En cas d'égalité des votes, le président n'a pas de voix prépondérante.

11.10 Toute décision énumérée ci-dessous (les «Décisions Majeures») devra être préalablement approuvée par le conseil d'administration par un vote favorable des administrateurs détenant, au total, soixante-quinze pour cent (75 %) des droits de vote des administrateurs participant la réunion du conseil en question (et en mesure de voter), y compris le vote favorable de soit l'Administrateur Investisseur A, soit l'Administrateur Investisseur B (la «Majorité Qualifiée du Conseil»):

- (i) approbation du budget annuel ou du plan d'entreprise ou toute modification y relative;
- (ii) toutes dépenses non prévues dans le budget dépassant individuellement deux cent cinquante mille euros (250.000 EUR) ou dont le montant total dépasse un million d'euros (1.000.000 EUR) par exercice fiscal;
- (iii) tout prêt ou toute facilité bancaire (y compris des lignes de crédit et possibilités de découvert mais à l'exclusion de prêts inter-sociétés entre les sociétés du groupe), qui n'est/ne sont pas prévu(s) dans le budget annuel et dépassant, au total, cinq cent mille euros (500.000 EUR);
- (iv) toute acquisition ou vente ou gage d'actifs par la Société ou une filiale, qui n'a pas lieu dans le cours normal des affaires de la Société ou de ladite filiale, d'une valeur de plus de deux cent cinquante mille euros (250.000 EUR) individuellement;
- (v) toute vente, transfert ou licence des droits de propriété intellectuelle de la Société ou d'une filiale (sauf entre les sociétés du groupe) qui n'a pas lieu dans le cours normal des affaires de la Société ou de ladite filiale;
- (vi) détermination des titres à attribuer aux employés, consultants et administrateurs de la Société et ses filiales, y compris par le Transfert de titres détenus par la Société;
- (vii) toute autre émission de titres, y compris les émissions autorisées dans les limites du capital social autorisé de la Société telle que prévue à l'article 5.2 à 5.7;
- (viii) mise en place, liquidation amiable ou dissolution d'une filiale;
- (ix) nomination, recrutement ou renvoi, et rémunération de tout employé dont la rémunération brute totale équivaut ou est supérieure à cent soixante-dix mille euros (170.000 EUR) or de tout membre du comité de gestion (le cas échéant) et tout changement substantiel de ladite rémunération;
- (x) déclaration ou paiement de tout dividende ou toute sorte de distribution sur les Actions;
- (xi) changement de secteur d'activité de la Société ou d'une filiale;
- (xii) sauf stipulation contraire dans un Pacte d'Actionnaires, choisir et/ou charger une banque d'investissement ou une personne exerçant une telle activité en vue d'initier ou de réaliser une Vente ou une Introduction en Bourse, et de mettre en oeuvre toute action préparatoire (y compris la conduite du processus de négociation) à prendre dans le cadre d'une Vente ou d'une Introduction en Bourse;
- (xiii) toute opération entre la Société ou une filiale et toute personne clé (telle que peut être énoncée dans un Pacte d'Actionnaires) ou tout affilié ou parent de ladite personne clé, ou toute personne détenant plus d'un pour cent (1%) du capital social ou des droits de vote de la Société ou d'une filiale, et tout changement substantiel de ladite opération;
- (xiv) approbation de l'exercice par la Société de toute option d'achat pour un prix d'achat supérieur à cinquante mille euros (50.000 EUR) individuellement ou à deux cent cinquante mille euros (250.000 EUR) par exercice fiscal;
- (xv) nomination de tout nouvel observateur.

Chacun des seuils mentionnés au présent article 11.10 peut être modifié par le conseil d'administration, une fois par an, à la Majorité Qualifiée du Conseil.

11.11 Nonobstant ce qui précède, une résolution du conseil d'administration de la Société peut également être adoptée par écrit, à condition que ladite résolution soit précédée d'une délibération entre les administrateurs par le moyen, par exemple, décrit au paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chaque administrateur de la Société (résolution circulaire) conformément à l'article 12.3. La date de ladite résolution sera la date de la dernière signature.

11.12 Le conseil d'administration peut également, en toutes circonstances, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie de circulaire lorsqu'il exprime son approbation par écrit. Lesdites résolutions, signées par chaque membre du conseil conformément à l'article 12.3, seront tout aussi valables et auront le même effet que les résolutions adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures manuscrites ou électroniques peuvent apparaître sur un document ou plusieurs copies physiques ou électroniques des mêmes documents par lettre, câble, télécopie, télex ou tout autre moyen.

#### **Art. 12. Procès-verbal des réunions du conseil.**

12.1 Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société seront signés par les membres présents aux réunions concernées, de la manière prévue par l'article 12.3.

12.2 Les copies ou extraits desdits procès-verbaux pouvant être produits en justice ou ailleurs seront signés et certifiés par le président du conseil d'administration de la Société ou par toute autre personne dûment nommée, de la manière prévue par l'article 12.3.

12.3 Les administrateurs de la Société peuvent signer des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société ou des résolutions circulaires de la Société par (i) signature manuscrite ou (ii) signature électronique. La signature électronique aura la même valeur que la signature manuscrite en vertu de l'article 1322-1 du Code civil luxembourgeois. La Société transmettra à chaque administrateur de la Société un certificat émis par soit (a) un prestataire accrédité de service de certification conformément à la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique, telle que modifiée, ou toute loi ou réglementation modifiant ou remplaçant cette loi, ou (b) un certificat émis par un prestataire de service de certification accrédité offrant le même niveau de services que le prestataire de service de certification accrédité décrit au point (a) ci-dessus.

**Art. 13. Pouvoirs du conseil d'administration de la Société.** Le conseil d'administration de la Société est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires relèvent de la compétence du conseil d'administration de la Société.

**Art. 14. Délégation de pouvoirs.** Le conseil d'administration de la Société peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à tout administrateur ou autre tiers, actionnaire ou non.

**Art. 15. Signatures ayant force contraignante.** La Société sera valablement engagée, en toutes circonstances, à l'égard des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration de la Société et ce uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

#### **Art. 16. Conflits d'intérêts.**

16.1 Aucun contrat ni aucune autre opération conclu(e) entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté(e) ou invalidé(e) par le fait qu'un ou que plusieurs administrateur(s) ou fondé(s) de pouvoirs de la Société auri(en)t un intérêt dans, ou est administrateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entité.

16.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui agit en qualité d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, uniquement en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec ce contrat ou ces autres affaires.

16.3 Si un administrateur de la Société avait un intérêt personnel et contraire à celui de la Société dans l'une des opérations de la Société soumise au vote du conseil d'administration, cet administrateur ou ce fondé de pouvoirs devrait informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera ni ne prendra part au vote sur cette opération. Rapport devra être fait au sujet d'une telle opération à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

#### **Art. 17. Commissaires aux comptes.**

17.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera/seront élu(s) pour une période n'excédant pas six (6) ans et est/sont rééligible(s).

17.2 Le(s) commissaire(s) aux comptes sera/seront nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui déterminera leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

**Art. 18. Exercice social.** L'exercice social de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

**Art. 19. Affectation des bénéfices.**

19.1 Il sera prélevé sur les bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque, et aussi longtemps que, la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 ci-dessus.

19.2 L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde restant des bénéfices nets annuels et décidera de payer des dividendes de temps à autre, selon ce qu'elle estime, à sa discrétion, être le mieux adapté à l'objet social et à la politique de la Société et conformément aux dispositions des Statuts et d'un Pacte d'Actionnaires.

19.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société et peuvent être payés aux lieux et dates déterminés par le conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des acomptes sur dividendes sous les conditions et dans les limites fixées par la loi.

**Art. 20. Dissolution et liquidation.**

20.1 La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts.

20.2 En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par un ou plusieurs liquidateur(s) (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) désigné(s) par l'assemblée générale des actionnaires de la Société décidant de ladite liquidation. Cette assemblée générale des actionnaires de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du/des liquidateur(s).

20.3 En cas de liquidation, après règlement de toutes les dettes et du passif de la Société, les actifs restants de la Société seront distribués conformément aux dispositions des articles 6.7.3. et 6.8.5. des présents Statuts.

**Art. 21. Définitions.** Les termes définis dans les présents Statuts auront la signification suivante:

«Affilié» signifie, concernant toute Personne précisée, toute autre Personne qui, directement ou indirectement, contrôle (au sens des articles 309 et suivants de la Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre), est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun de cette Personne précisée; en ce qui concerne tout capital-risque ou fonds d'investissement similaire, «Affilié» inclura tout autre fonds de ce type, y compris les sociétés de personnes qui ont des associés-commandités, membres dirigeants ou gérants communs ou Affiliés.

«Warrants B1» désigne les ratchet warrants de classe B1 détenus par les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B1.

«Warrants B2» désigne les ratchet warrants de classe B2 détenus par les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B2.

«Actions Préférentielles de Classe A» désigne les Actions Préférentielles de Classe A1 et les Actions Préférentielles de Classe A2.

«Actions Préférentielles de Classe B» désigne les Actions Préférentielles de Classe B1 et les Actions Préférentielles de Classe B2.

«Actions Préférentielles de Classe C» désigne les Actions Préférentielles de Classe C.

«Base Entièrement Diluée» signifie le nombre total d'Actions émises ou devant être émises par la Société supposant la conversion en Actions de tous les Titres existants, en circulation et convertibles (autres que des Warrants B1 et Warrants B2 pouvant être émis de temps à autre).

«Futures Actions Teads» signifie toute nouvelle action à émettre par la filiale de la Société, Teads Technology SAS, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 159, rue de Thor, 34000 Montpellier, France (ou tout siège social ultérieur), immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Montpellier, France, sous le numéro 532 677 473 (ou toute immatriculation ou tout numéro d'immatriculation ultérieurs).

«Prix d'Émission» désigne la valeur nominale plus la prime d'émission payée par l'actionnaire en question au moment de l'émission des Actions Préférentielles en question.

«Introduction en Bourse» signifie la première cotation de l'ensemble ou d'une partie des Actions sur un marché principal réglementé de l'Union européenne, ou sur le Nasdaq National Market ou le New York Stock Exchange de l'État de New York.

«Opération de Liquidation» désigne une opération qui est ou peut donner lieu à (i) une liquidation, volontaire ou non, ou une dissolution de la Société, (ii) la vente, le transfert ou la cession de l'ensemble ou d'une part substantielle des Actifs Substantiels et/ou des activités du groupe de sociétés auquel appartient la Société, ou (iii) une fusion de la Société avec toute autre société ou toute autre restructuration (p.ex. un apport de Titres en échange de nouvelles actions d'une autre société) conformément à laquelle la Société n'est pas la entité absorbante et les actionnaires ne détiennent pas, au total, plus de cinquante pour cent (50%) du capital social et des droits de vote de ladite entité absorbante.

«Nouveaux Fondateurs» signifie Loic Soubeyrand et Loic Jaurès.

«Warrants de Nouveaux Fondateurs» désigne les sept mille (7.000) Warrants au total émis à la date d'un Pacte d'Actionnaires, et devant être octroyés à, et souscrits, par les Nouveaux Fondateurs, à un prix de souscription de cinq



euros et quarante-sept centimes (5,47 EUR) par nouveau Warrant et donnant à chacun le droit de souscrire à une (1) Action Ordinaire de Classe A à un prix de souscription de trois cent quarante-deux euros et quinze centimes (342,15 EUR) par Action Ordinaire de Classe A (sous réserve d'un ajustement en cas de tout fractionnement ou regroupement d'actions ou d'une opération similaire intervenant ultérieurement).

«Personne» désigne tout individu, toute société, entité, société de personnes, association, société à responsabilité limitée, fiducie (trust) ou toute autre personne morale.

«Actions Préférentielles» désigne les Actions Préférentielles de Classe A, les Actions Préférentielles de Classe B et les Actions Préférentielles de Classe C ainsi que les Actions Ordinaires émises lors de la conversion desdites Actions Préférentielles de Classe A et Actions Préférentielles de Classe B.

«Vente» désigne le Transfert d'un nombre d'instruments de sorte qu'à la suite dudit Transfert, le(s) cessionnaire(s) (y compris ses Affiliés, selon le cas) détiendrai(en)t, immédiatement ou à la date d'échéance, plus de cinquante pour cent (50%) des Actions et/ou des droits de vote de la Société sur une base entièrement diluée.

«Titres» désigne, à ce jour et dans le futur: (i) les Actions, (ii) les Warrants, (iii) les titres ou autres droits permettant à leurs détenteurs de souscrire ou sinon d'acquérir ou de se voir attribuer, immédiatement ou dans le futur, des Actions, (iv) les droits de souscription attachés aux Actions ou autres titres de la Société, et (v) tout droit de recevoir des Actions ou titres gratuits.

«Vendeur(s)» signifie un/des actionnaire(s) vendant ses Actions.

«Pacte d'Actionnaires» signifie tout pacte d'actionnaires ou contrat similaire conclu de temps à autre le ou après le 29 avril 2014 entre certains ou la totalité des actionnaires de la Société en rapport avec la Société.

«Actions» désigne les Actions Ordinaires et les Actions Préférentielles et généralement toute action émise de temps à autre par la Société, indépendamment de leur classe, et représentant son capital social.

«Investisseur Stratégique» signifie TF1, une société anonyme de droit français et dont le siège social est situé au 1, quai du Point du Jour, 92.656 Boulogne Billancourt, France.

«Actifs Substantiels» désigne tout actif représentant une part significative de la propriété du groupe soit compte tenu de sa valeur ou de son impact décisif, soit sur les projets réels ou éventuels du groupe ou pour la conduite des affaires du groupe telles qu'alors conduites.

«Transfert» désigne toute opération, y compris une promesse ou un engagement d'effectuer des opérations ou l'octroi de garanties, avec ou sans contrepartie, que ce soit volontaire ou sur la base d'une décision de justice ou par voie législative, susceptible de modifier à présent ou dans le futur, directement ou indirectement, la participation et/ou les droits de vote dans la Société, par voie de transfert (vente, prêt, apport, don, répartition, échange, vente publique ou tout autre moyen), exercice, conversion (sauf pour la conversion d'Actions Préférentielles en Actions Ordinaires) ou démembrement des Actions, ou par tout autre moyen, de la propriété de Titres (propriété, nue-propriété, usufruit), ou de tous droits sur quelque instrument que soit (y compris tout droit de vote ou droit à un/des dividende(s)), y compris et de manière non limitative des gratifications, apports partiels d'actifs, fusions, scissions, ou toute combinaison de ces méthodes de transfert de propriété). L'emploi du verbe «transférer» ou «Transfert» signifie le fait de réaliser un «Transfert».

«Warrants» désigne les warrants (bons de souscription) qui peuvent être émis par la Société de temps à autre, chacune conférant le droit de souscrire à un nombre d'Actions à un certain prix d'exercice.

#### *Septième résolution*

L'assemblée a décidé d'acquiescer la démission de M. Gilles Moncaubeig avec effet immédiat.

L'assemblée a décidé de nommer les personnes suivantes comme membres supplémentaires du conseil d'administration avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2017:

- M. Jean-Marc Patouillaud, né à Suresnes, France, le 12 février 1958, demeurant au 18, avenue de messine, F-75008 Paris, France;

- M. Loïc Soubeyrand, né à Montpellier, France, le 2 mars 1986, demeurant à 42, rue Pauline Borghèse, F-92200 Neuilly-sur-Seine, France;

- M. Pascal Gauthier, né à Longjumeau, France, le 26 juin 1976, demeurant au 24, rue vieille du temple, F-75004 Paris, France; et

- M. Anthony Rhind, né à York, Royaume-Uni, le 22 juin 1971, demeurant au 16 Willow Bridge Road, London, N1 2LA, Royaume-Uni.

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de ce qui précède sont estimés à EUR 5.000,-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi (à l'exception de la conclusion du rapport de RSM Audit Luxembourg, laquelle est rédigée en français).



Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: P. FLORIN, A. RISCHARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 avril 2014. Relation: LAC/2014/20147. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Référence de publication: 2014068862/1988.

(140081257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

**Atento S.A., Société Anonyme,  
(anc. Atento Floatco S.A.).**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.761.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of April.

Before the undersigned, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, there appeared:

Atalaya Luxco Topco, a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173107, having its registered office at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Atento Floatco S.A. (the "Company"), a société anonyme, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 185761, and whose registered office is set at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 5 March 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association have not been amended since then.

The appearing party, representing the whole share capital of the Company, then passed the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder hereby resolves to change the denomination of the Company from "Atento Floatco S.A." into "Atento S.A."

*Second resolution*

Following the resolution here above, the sole shareholder resolves to amend article 1 of the articles of association of the Company so that it shall now read as follows:

"There exists a public limited company (société anonyme) under the name "Atento S.A." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association."

*Third resolution*

The sole shareholder hereby acknowledges the resignation of Ailbhe Jennings as director of the Company effective as of the date hereof.

*Costs and expenses*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Whereof, this notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

This document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by last name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary this deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux-mille quatorze, le vingt-huit avril,

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Atalaya Luxco Topco, une société en commandite par actions, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173107, ayant son siège social au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privée.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'actionnaire unique de Atento Floatco S.A. (la «Société»), une société anonyme enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 185761, ayant son siège social au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte dressé par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

La comparante, représentant la totalité du capital de la Société, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'actionnaire unique décide par les présentes de modifier la dénomination sociale de la Société de sa dénomination actuelle «Atento Floatco S.A.» en «Atento S.A.».

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'actionnaire unique décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société, dont la formulation sera désormais la suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination «Atento S.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

L'actionnaire unique prend acte de la démission de Ailbhe Jennings en tant qu'administrateur de la Société avec effet à la date d'aujourd'hui.

*Frais et dépenses*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la comparante indiquée aux présentes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, le mandataire de la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 avril 2014. Relation: EAC/2014/6018. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014067954/87.

(140079663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2014.

---

**Triple Aart S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 161.322.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067107/9.

(140077531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

---